



ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

COMMISSION SUR LA DIMENSION CIVILE DE LA SÉCURITÉ (CDS)

LA SÉCURITÉ AUX FRONTIÈRES

Rapport spécial

Lord JOPLING (Royaume-Uni)
Rapporteur spécial

134 CDS 19 F rév. 1 fin | Original : anglais | 12 octobre 2019

TABLE DES MATIÈRES

I.	INTRODUCTION.....	1
II.	FRONTIÈRES TERRESTRES : TROIS POINTS NÉVRALGIQUES.....	1
	A. LA FRONTIÈRE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LE MEXIQUE	1
	B. LA ROUTE DES BALKANS OCCIDENTAUX	8
	C. CEUTA ET MELILLA : DES ENCLAVES ESPAGNOLES EN AFRIQUE DU NORD	11
III.	ROUTES MARITIMES : LE POINT SUR LA SITUATION EN MÉDITERRANÉE	12
IV.	SÉCURITÉ DES AÉROPORTS 18 ANS APRÈS LE 11 SEPTEMBRE : LES NOUVEAUX ENJEUX.....	18
V.	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	22
	BIBLIOGRAPHIE	24

I. INTRODUCTION

1. Ces dernières années, la capacité à protéger les frontières extérieures de l'Europe a été mise à l'épreuve par les exceptionnels mouvements de populations fuyant la violence et la misère dans certaines parties de l'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Asie. La sécurité des frontières est devenue une priorité absolue de nombreux pays alliés, depuis les États-Unis jusqu'aux pays d'Europe centrale et méridionale. Dans son discours de 2019 sur l'état de l'Union, le président des États-Unis, Donald Trump, a déclaré que « l'état de non-droit qui caractérise notre frontière méridionale représente une menace pour la sûreté, la sécurité et la santé financière de tous les Américains ». Le premier ministre italien, Giuseppe Conte, estime, quant à lui, que l'incapacité de l'Europe à faire preuve de solidarité et à remédier au problème des mouvements transfrontaliers de « masse met en péril l'essence même d'une Europe unie ». Lors de la visite que les membres de cette commission ont effectuée à Budapest et à Prague en octobre 2018, les parlementaires présents ont entendu à maintes reprises que les défis de la sécurité des frontières et de l'immigration clandestine dominaient l'agenda politique et de sécurité des deux pays.

2. Si l'OTAN n'occupe pas un rôle de premier plan en termes de sécurité aux frontières, elle n'en est pas moins affectée par les développements politiques et de sécurité qui se jouent aux frontières des pays de l'Alliance, et apporte une valeur ajoutée de différentes manières, notamment par le biais de ses missions navales en Méditerranée. Dans son concept stratégique de 2010, « le trafic illégal d'êtres humains » est défini comme l'un des défis à relever. Sa stratégie maritime, adoptée en 2011, autorise les forces navales de l'OTAN, entre autres, à mener des activités de surveillance et de patrouille, à partager des informations, à contribuer au respect de la loi, à mettre en place un embargo et des zones d'exclusion aérienne, ainsi qu'à apporter une aide humanitaire d'urgence et des secours en cas de catastrophe. Par le biais de ses mécanismes de partenariat, l'OTAN a contribué au développement des capacités dans le domaine de la sécurité aux frontières, dans les Balkans occidentaux et en Asie centrale.

3. Le présent rapport fera le point sur les stratégies de gestion des frontières existant dans la zone euro-atlantique et cherchera à mettre en évidence les éventuelles lacunes ainsi que les zones nécessitant une plus grande coopération multilatérale dans les trois domaines concernés par la sécurité que sont les frontières terrestres et maritimes, et les aéroports. Ce document aborde en premier lieu les défis liés à la sécurité des frontières terrestres dans trois zones spécifiques de l'espace euro-atlantique : la frontière américano-mexicaine, le corridor des Balkans et les enclaves espagnoles en Afrique du Nord. La section sur les frontières maritimes sera axée sur la situation en Méditerranée. Enfin, le rapport donnera un aperçu de l'évolution de la sécurité dans les aéroports depuis les attentats du 11 septembre 2001. Y sera par ailleurs analysée la manière dont ce processus de sécurisation des frontières extérieures a soulevé des questions en termes de droits humains et de libertés civiles. Le but de ce rapport est de fournir des informations factuelles sur le problème des franchissements illégaux de frontières et de contrebande. Avant d'investir dans la sécurité aux frontières, il faut commencer par comprendre la véritable portée du problème, tout en évitant d'exagérer ces problèmes ou de les présenter de manière biaisée à des fins politiques internes.

II. FRONTIÈRES TERRESTRES : TROIS POINTS NÉVRALGIQUES

A. LA FRONTIÈRE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LE MEXIQUE

4. La sécurité le long des 3 145 km de frontière qui sépare les États-Unis du Mexique fait depuis longtemps l'objet de débats houleux aux États-Unis. Mais cette question a pris une importance politique particulière en décembre 2018, lorsque l'impasse relative aux 5,7 milliards de dollars américains réclamés par le président Trump pour financer l'érection d'un mur entre son pays et le Mexique a provoqué le plus long *shutdown* du gouvernement fédéral de l'histoire des États-Unis.

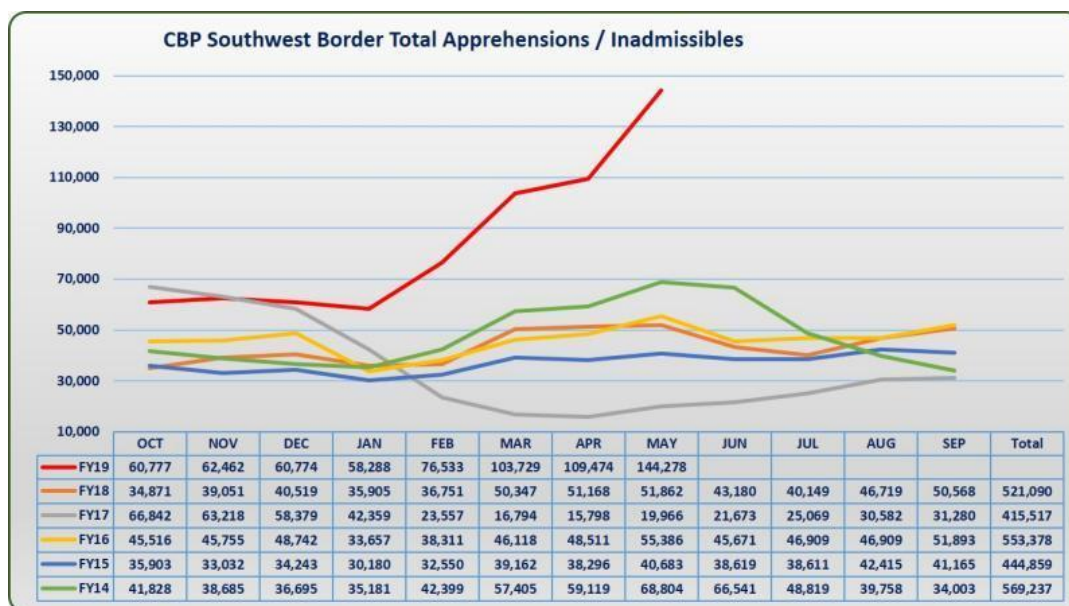
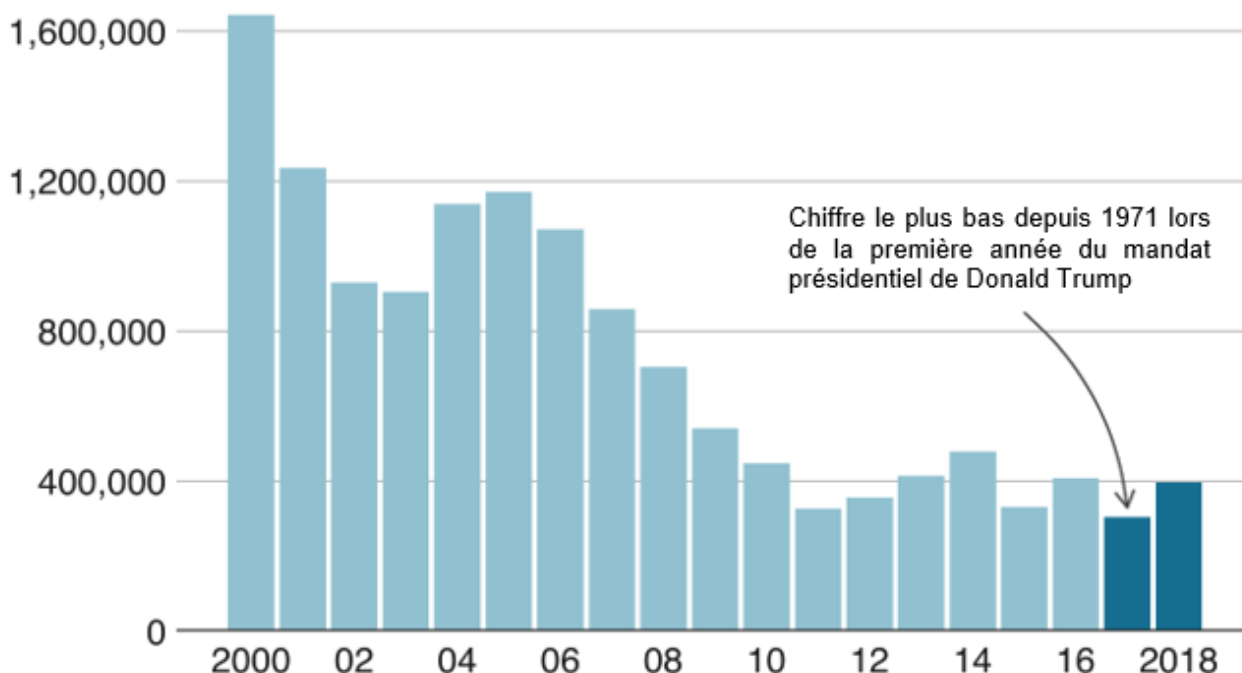
Ce mur, qui a constitué un élément central de la campagne électorale de M. Trump en 2016, a toujours été présenté depuis comme un aspect fondamental de la sécurité aux frontières par l'administration Trump. Plus généralement, ce mur symbolise la promesse faite par l'exécutif de limiter l'immigration venant du sud. Sur l'ensemble de l'année 2018 ainsi qu'en 2019, une série de mesures ont été prises pour renforcer la sécurité le long de la frontière américano-mexicaine, y compris le déploiement d'effectifs de la garde nationale et l'application d'une politique de « tolérance zéro » envers ceux qui seraient surpris en train de traverser la frontière illégalement.

5. Une barrière physique a déjà été érigée sur plus de 1100 km le long de la frontière (dont quelque 64 km de clôture construite depuis 2017, sous le gouvernement actuel). L'administration Trump compte y ajouter 377 km de mur en acier, et faire remplacer progressivement la clôture vieillissante sur plus de 640 km. Lorsqu'en février 2019, seul le financement de 89 km de nouvelles barrières frontalières a été approuvé par les législateurs états-uniens, le président Trump a déclaré l'état d'urgence national. Cette décision permet à l'administration de recueillir des fonds supplémentaires pour la construction du mur. En mars, par exemple, le département américain de la défense a débloqué 1 milliard de dollars pour la construction, sur 92 km, d'une clôture de 5,5 mètres de haut. En juillet 2019, la Cour suprême des États-Unis a infirmé – à la majorité de cinq voix contre quatre - la décision d'une juridiction inférieure de geler l'utilisation de fonds du Pentagone pour renforcer les frontières, ce qui a permis à l'administration d'allouer quelque 2,5 milliards de dollars pour ces travaux. Alors qu'en raison de cette décision, les travaux de construction sont supposés s'accélérer, la Chambre des représentants à majorité démocrate a déposé une nouvelle motion judiciaire, faisant valoir que le financement du mur-frontière viole la clause budgétaire de la Constitution américaine (Farias, 2019). Si l'administration estime que le renforcement de la frontière avec le Mexique reviendra à environ 8 milliards de dollars au total, d'autres s'attendent à voir venir une facture beaucoup plus élevée (Rodgers et Bailey, 2019), compte tenu du coût élevé de l'entretien de ces clôtures.

6. La sécurité des frontières est considérée comme une priorité politique par de nombreux politiciens américains de tous bords. Le chef de la minorité au sénat, Chuck Schumer, a lui-même souligné qu'« à l'instar du président, les démocrates souhaitent un renforcement de la sécurité aux frontières ». Mais il y a malgré tout certains leaders démocrates et même quelques législateurs républicains pour proposer des solutions alternatives à la construction d'un mur, et réfuter l'idée qu'il y ait véritablement un état d'urgence le long de la frontière entre les États-Unis et le Mexique. L'étude menée par le *Pew Research Center* en janvier 2019 a révélé que 58 % des Américains sont contre un prolongement substantiel du mur à la frontière sud des États-Unis, tandis que 40 % y sont favorables. Comme les gens parviennent à entrer aux États-Unis sans se faire détecter, il est impossible de connaître le nombre exact de franchissements illégaux de la frontière. Mais les estimations, dont celles de la patrouille américaine des frontières, indiquent clairement que les arrestations aux frontières ont nettement diminué au cours des deux dernières décennies, passant de plus de 1,64 million en 2000 à 303 916 en 2017, le chiffre le plus bas depuis 1971. Les arrestations ont toutefois augmenté et atteint 396 579 en 2018, une progression qui s'est poursuivie depuis, sur une base mensuelle. Rien qu'en mai 2019, quelque 144 000 personnes ont été arrêtées pour avoir franchi la frontière illégalement, soit une moyenne de 4 600 personnes par jour. Alors que la moyenne des chiffres de ces deux dernières années reste inférieure à la moyenne annuelle enregistrée sous la présidence Obama et se situe nettement au-dessous des niveaux répertoriés sur une bonne partie des années 1980, 1990 et 2000, la situation au premier semestre 2019 « représente une crise aiguë et qui s'aggrave » (DHS, 2 juillet 2019). La recrudescence des arrestations au premier semestre 2019 est attribuée à la multiplication des moyens logistiques permettant aux migrants d'Amérique centrale de traverser le Mexique, ainsi qu'à la pratique temporaire des autorités mexicaines de faciliter la délivrance de « visas humanitaires ». Les causes profondes de la migration centraméricaine vers les États-Unis sont liées à l'extrême pauvreté et à la violence des gangs, en particulier au Salvador, au Guatemala et au Honduras (Lind, 2019).

Arrestations à la frontière américano – mexicaine

Nombre total de migrants par année aux États-Unis (2000-2018)



(Source : Bureau des douanes et de la protection des frontières des États-Unis)

7. Les statistiques montrent que la plupart des migrants qui entrent illégalement aux États-Unis (62 % en 2016) ne passent pas par les frontières terrestres mais arrivent légalement par les airs ou par la mer, puis restent après l'expiration de leur visa (AFP, 2019). Il n'en reste pas moins que la proportion d'immigrants ayant franchi la frontière sans être contrôlés (38 %) est assez élevée et que les préoccupations au sujet de la porosité de la frontière entre les États-Unis et le Mexique ne sont pas dénuées de fondements.

8. Un certain nombre de points ont été avancés par l'administration Trump pour justifier la construction d'un mur frontalier et/ou limiter l'immigration illégale en général. Premièrement, le président Donald Trump a déclaré que la « frontière sud est un pipeline par lequel transitent de grandes quantités de drogues illicites » et il a fait valoir que des barrières physiques sont nécessaires pour endiguer le flux de stupéfiants entrant aux États-Unis. En effet, quelque 39 % de toutes les saisies d'héroïne intervenues aux États-Unis en 2017 ont eu lieu à la frontière américano-mexicaine. Deuxièmement, il a fait le lien entre l'immigration illégale et la criminalité (affirmant que « 63 000 Américains ont été tués par des étrangers clandestins depuis le 11 septembre 2001 ») et même avec le terrorisme. Troisièmement, durant sa campagne présidentielle, M. Trump avait justifié la répression de l'immigration clandestine en faisant référence aux « maladies terriblement infectieuses » qui « traversent la frontière ».

9. Concernant la contrebande de stupéfiants, l'agence fédérale de contrôle des stupéfiants a constaté que, pour la plupart, ces drogues arrivent dans le pays soit par des points d'entrée légaux – en étant cachés dans des voitures ou des camions – soit via des passages souterrains. Ce qui veut dire que le fait de construire une barrière physique n'apportera pas une solution directe au problème des stupéfiants illicites. Pour ce qui du terrorisme, on peut lire dans un rapport du département d'État des États-Unis qu'en 2017, « il n'y avait pas de preuve tangible permettant d'affirmer que des groupes terroristes internationaux ont établi des bases au Mexique, collaboré avec des cartels de la drogue mexicains ou envoyé des agents aux États-Unis via le Mexique ». Ce rapport insiste par ailleurs sur le fait que les groupes terroristes sont susceptibles d'entrer aux États-Unis par des routes autres que la frontière américano-mexicaine. Les arguments invoquant un lien entre immigration et maladies infectieuses ne sont pas non plus étayés par des preuves, un projet de recherche médicale international de deux ans ayant révélé que les migrants internationaux sont « moins susceptibles que les habitants des pays hôtes de succomber à des maladies cardiaques, à des cancers, à des maladies respiratoires ou autres », à l'exception de l'hépatite, de la tuberculose et du VIH (Fox, 2018). Enfin, deux études publiées en 2018 (par le *Cato Institute* et la revue *Criminology* respectivement) n'ont trouvé aucune corrélation entre taux de criminalité et immigrés clandestins, alors que des données émanant de la commission américaine pour la détermination des peines laissent entendre le contraire, à savoir, que des citoyens non américains sont responsables d'un pourcentage disproportionné des crimes fédéraux commis entre 2011 et 2016 aux États-Unis.

10. La question de l'immigration clandestine à la frontière américano-mexicaine ne devrait pas être éludée comme s'il s'agissait d'un faux problème. Même pour un pays de la taille des États-Unis, l'arrivée de centaines de milliers d'immigrants illégaux chaque année, y compris l'arrivée de groupes plus grands que la normale comme cette caravane de migrants de 7 000 personnes en provenance d'Amérique centrale, est une source de préoccupation légitime. Il y a peu de personnes pour contester la nécessité d'améliorer les infrastructures le long de la frontière sud. Le financement de la sécurité nationale proposé par les démocrates à la fin de 2018 comprenait 1,3 milliard de dollars américains pour le remplacement d'une partie de la clôture existante et la construction d'un prolongement à celle-ci (Morgan, 2018).

11. Le débat le plus pertinent – et où d'autres pays euro-atlantiques pourront éventuellement tirer des enseignements utiles – est celui qui pose la question de savoir si les barrières physiques sont le moyen le plus efficace de protéger une frontière. Un mur érigé dans la région de Yuma, en Arizona, au milieu des années 2000 aurait fait diminuer de 90 % le nombre des arrestations à la frontière, et les arrestations auraient également baissé sensiblement dans la région de San Diego après l'érection d'un mur dans les années 1990 (Long, 2019). L'actuel gouvernement des États-Unis invoque également le risque qu'en l'absence de frontières dans des régions plus lointaines, les migrants soient incités à traverser des zones désertes, où ils sont susceptibles de connaître de grandes souffrances. Au cours de l'année fiscale 2016, les gardes-frontières états-uniens ont sauvé près de 4 000 personnes de la mort dans le désert (Duke, 2017). Néanmoins, il y a quelques années, la Cour des comptes américaine (GAO) s'était penchée sur l'efficacité du mur et n'avait pas trouvé

de preuves tangibles pour démontrer que l'érection de barrières physiques était le moyen le plus efficace de sécuriser la frontière entre les États-Unis et le Mexique. La GAO a découvert qu'entre 2013 et 2015, davantage d'arrestations avaient eu lieu dans des endroits qui avaient déjà des clôtures.

12. Un certain nombre de mesures alternatives ont été proposées. La première prévoit le recrutement de personnel supplémentaire aux frontières, ce qui est particulièrement important compte tenu de la réduction, ces dernières années, du nombre d'employés en patrouille aux frontières et dans les services des douanes et de la protection des frontières (CBP). Selon la GAO, les CBP ont terminé 2017 avec « plus de 1 100 agents en moins par rapport au niveau de dotation en effectifs escompté ». En 2013, on a estimé que chaque agent de terrain supplémentaire placé à un point d'entrée contribuerait à réduire les temps d'attente et entraînerait donc « des bénéfices annuels équivalant à une hausse de 2 millions de dollars du PIB, une économie de 640 000 dollars sur les coûts d'opportunité et la création de 33 emplois par agent ajouté » (DHS, 2014). L'immigration clandestine pourrait, en outre, être réduite en consacrant davantage de ressources à la lutte contre le dépassement de la durée de séjour autorisé par visa, ce qui relève de la responsabilité de l'agence américaine de police douanière et de contrôle des frontières (ICE). Selon le centre d'études sur l'immigration ces quelques dernières années, moins de 10 % des capacités d'exécution de l'ICE sont affectées à ce problème.

13. De plus, la panoplie d'innovations techniques disponibles pour renforcer les frontières ne cesse de s'étoffer, certaines d'entre elles sont déjà utilisées et leur utilisation devrait être élargie. Aux points d'entrée, les CBP ont recours à des caméras vidéo, des capteurs de pression, des drones, des lunettes infrarouge et aérostats dirigeables, ainsi qu'à des lecteurs de plaque d'immatriculation, des dispositifs de détection de stupéfiants et des scanners à rayons X. Déployer plus systématiquement ces technologies et investir dans l'[intelligence artificielle](#) pour analyser les données des caméras permettrait d'améliorer la sécurité aux frontières à un coût estimé inférieur à celui des barrières physiques. Mais la technologie a également ses limites. Les tempêtes et les vents violents empêchent les aérostats de voler, les épaisses broussailles obstruent le champ de vision des caméras, les animaux sauvages peuvent activer les capteurs et les dispositifs non protégés peuvent être vandalisés. De ce point de vue, des enseignements pourraient être tirés de ce qui se fait en Israël, qui a une approche technologique particulièrement sophistiquée du contrôle de sa frontière avec l'Égypte. Cette frontière est essentiellement délimitée par une « clôture intelligente » dotée de capteurs, de radars et de caméras, mais aussi par un « réseau invisible de capteurs souterrains sans fil », suffisamment élaborés pour faire la distinction entre des personnes et des animaux ou des plantes en mouvement (Etter et Weise, 2018). Quoi qu'il en soit, même si ce genre de systèmes fonctionne bien, l'adoption généralisée de ces technologies dans les villes frontalières soulève des questions éthiques en termes de surveillance et d'intrusion dans la vie privée.

14. Enfin, les États-Unis font face au problème de l'accélération des demandes d'asile. En 2018, les autorités frontalières américaines ont traité 92 959 demandes pour « crainte fondée » de renvoi dans le pays d'origine, émanant essentiellement de ressortissants du Honduras, du Guatemala et du Salvador, ce qui a représenté une importante augmentation par rapport aux 55 584 demandes déposées l'année précédente (BBC News, janvier 2019 ; Associated Press, 2019). Les retards de traitement des demandes d'asile s'accumulent dans le système du tribunal de l'immigration. Au mois de novembre 2018, le nombre de cas toujours en cours de traitement était de 775 510 et le temps d'attente moyen pour une audience d'immigration était de 710 jours, comparé à 296 173 cas et 538 jours à la fin de l'année 2012. Ces retards s'expliquent essentiellement par le processus de « comptage » des CBP introduit sous l'administration Obama, qui vise à limiter le nombre quotidien de demandes d'asile pouvant être traitées. Le pourcentage de dénis d'asile augmente : au cours de l'année 2018, 65 % des demandes d'asile ont été déboutées, par rapport à 42 % pour l'année 2012 (TRAC, 2018). L'administration Trump a essayé, de différentes autres manières, d'endiguer le flux des demandeurs d'asile franchissant la frontière américano-mexicaine, notamment en durcissant les critères d'octroi de l'asile, en plaçant dans des centres de détention les demandeurs dont les

dossiers sont en cours de traitement (au titre de la politique de « tolérance zéro ») ou encore en refusant le droit de demander l'asile en dehors des points d'entrée officiels. Toutefois, ces trois mesures ont été bloquées par les tribunaux fédéraux.

15. La loi américaine de 1952 sur l'immigration et la nationalité réaffirme le droit à l'asile. En novembre 2018, le haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a rappelé aux États-Unis leurs devoirs à cet égard, soulignant que bon nombre des personnes qui arrivent d'Amérique centrale et du Mexique « fuient des situations potentiellement mortelles de violence ou de persécution ». Il existe un certain nombre de mesures pouvant être prises pour garantir une protection suffisante à tous ceux qui en ont besoin aux États-Unis. Premièrement, il faudrait engager davantage d'agents, de juges et de greffiers de l'immigration pour pouvoir augmenter les capacités d'accueil aux points d'entrée et réduire les retards dans les tribunaux. Deuxièmement, il y a largement moyen de rationaliser la consignation des enregistrements, essentiellement effectuée sur support papier, ainsi que les systèmes de gestion des dossiers dans les tribunaux de l'immigration. D'une manière générale, comme l'a fait observer le HCR : « la sécurité nationale et un accueil digne des réfugiés et des demandeurs d'asile sont des principes qui ne s'excluent pas mais qui se renforcent mutuellement ».

16. Depuis janvier 2019, l'administration a commencé à mettre en œuvre le plan « Rester au Mexique ». C'est pourquoi le département américain de la sécurité intérieure (DHS) a décidé d'étendre les protocoles existants sur la protection des migrants (MPP) à l'ensemble de sa frontière sud. Le MPP s'applique aux étrangers qui « tentent d'entrer aux États-Unis illégalement ou sans papiers, y compris à ceux qui demandent l'asile » et autorise les services frontaliers à renvoyer au Mexique les étrangers qui entrent aux États-Unis illégalement ou sans les papiers requis (DHS, janvier 2019). Les demandeurs d'asile doivent rester au Mexique pendant l'examen de leur dossier par la justice américaine. L'objectif déclaré est de décourager les fausses demandes d'asile, mais rien ne garantit que cette politique soit maintenue devant les tribunaux étant donné qu'elle se heurte à un certain nombre de problèmes juridiques (Harrington et Smith, 2019).

17. Dans une nouvelle tentative de s'attaquer à l'immigration à la frontière américano-mexicaine, les deux gouvernements ont conjointement déclaré le 7 juin 2019 qu'ils redoubleraient d'efforts pour « freiner l'immigration clandestine » (Département d'État des États-Unis, 2019). Le Mexique a accepté d'affermir l'application de la loi en intensifiant ses efforts pour démanteler la traite des êtres humains et en déployant sa garde nationale dans tout le pays. Il a accepté d'envoyer 6 000 membres de la garde nationale à sa frontière sud et 15 000 soldats à la frontière américano-mexicaine (Reuters, 2019). La tentative d'endiguer le flux de migrants sans papiers a entraîné une augmentation des expulsions du Mexique et des détentions, ce qui a soulevé une certaine inquiétude parmi les défenseurs des droits des migrants (Shoichet, 2019).

18. D'autres mesures législatives ont été prises par le Congrès américain pour mieux gérer le nombre croissant d'arrestations. La Chambre des représentants, à majorité démocrate, et le Sénat, à majorité républicaine, ont tous deux adopté des projets de loi de financement d'urgence à la frontière. Alors que toutes deux proposent un budget comparable, respectivement de 4,5 milliards de dollars et 4,6 milliards de dollars, le projet de loi de la Chambre des représentants prévoit des exigences plus strictes sur la manière de dépenser l'argent et sur les délais de détention de mineurs étrangers non accompagnés (MENA). Cependant, en raison d'une forte opposition au Sénat envers ce projet de loi plus restrictif et de la nécessité urgente de fournir davantage de fonds aux agences américaines, les démocrates, sous la conduite de la présidente de la Chambre, Nancy Pelosi, ont renoncé à « insister pour une protection renforcée des enfants migrants dans les refuges surchargés aux frontières » (Roberts, 2019 ; Hirschfield et Cochrane, 2019). Le 27 juin 2019, le Congrès a adopté le projet de loi du Sénat sur les frontières. Il octroie 2,88 milliards de dollars au Département de la santé et des services sociaux, qui héberge les établissements MENA, lui permettant ainsi d'accroître sa capacité en termes de logements. En outre, le projet de loi finance les opérations frontalieres de l'armée américaine à hauteur de 145 millions de dollars et prévoit environ 1 milliard

de dollars pour améliorer les conditions de logement et les soins aux migrants (Hirschfield et Cochrane, 2019).

19. L'adoption rapide de ce projet de loi était liée à une situation humanitaire préoccupante à la frontière entre les États-Unis et le Mexique, en particulier dans la vallée du Rio Grande. Une délégation du Bureau de l'Inspecteur général du département de la sécurité intérieure, qui a visité les installations de la police des frontières situées entre le Texas et le Mexique au début du mois de juin, a constaté que quatre de ces cinq installations étaient surpeuplées. De plus, tous les établissements ont gardé les personnes placées en détention plus longtemps que permis, y compris leurs familles et les MENA, malgré que le CBP ne soit pas habilité à placer les personnes en détention pour une période excédant 72 heures. Le rapport officiel a par la suite signalé que les détentions prolongées ainsi que la surpopulation pourraient poser un risque immédiat pour la santé et la sécurité du personnel et des détenus, ces derniers provoquant des incidents pour pouvoir sortir de leur cellule. Les hauts responsables ont qualifié la situation de « bombe à retardement » (DHS, 2 juillet 2019).

20. Les cas de séparation d'enfants migrants de leurs parents - environ 2 000 enfants à la mi-2018 - ont provoqué l'indignation générale. Conformément à une politique de « tolérance zéro » introduite en avril 2018, les adultes franchissant illégalement la frontière entre les États-Unis et le Mexique ont été inculpés et emprisonnés, tandis que leurs enfants étaient placés dans des foyers. Selon certains témoignages, les conditions de vie dans ces refuges étaient traumatisantes. Le président a mis fin à cette politique en signant un décret exécutif en juin 2018, promettant de garder les familles unies et soutenant que les origines de cette politique découlaient du cadre législatif hérité des administrations précédentes. Toutefois, selon certaines informations, en raison de certaines lacunes juridiques, des cas de séparation familiale ont subsisté (Reality Check, 2019).

21. Si la sécurité des frontières est devenue une question politique sensible et polarisante aux États-Unis, les différends ne semblent pas insurmontables. Dans la mesure où le président Trump ne plaide plus en faveur d'un mur physique sur toute la longueur de la frontière entre les États-Unis et le Mexique, Washington optera probablement pour une approche multiple, combinant barrières physiques, dispositifs technologiques et présence de personnel, même si la répartition proportionnelle et les emplacements géographiques des différents types de systèmes de défense aux frontières restent encore à déterminer. Comme l'a souligné la membre du Congrès américain, Xochitl Torres Small : « les barrières fonctionnent lorsqu'elles sont placées de manière stratégique, en vertu d'une analyse intelligente et minutieuse, mais l'érection d'un mur de la côte Est à la côte Ouest est financièrement irresponsable ». Les discussions menées aux États-Unis auront en tout cas permis d'enrichir le vaste débat sur la sécurité aux frontières et de retirer de précieux enseignements et une expertise, qui seront utiles aux partenaires transatlantiques.

22. Les deux sections suivantes et le chapitre III porteront sur la sécurité aux frontières en Europe. Le rapporteur spécial souhaiterait examiner brièvement deux facteurs, qui sont communs aux sections suivantes. Il s'agit, premièrement, de l'agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne (Frontex), qui a été créée par l'UE en 2004 afin de garantir une gestion efficace et homogène des frontières de Schengen et qui a considérablement évolué depuis la crise migratoire de 2015. Basée à Varsovie, Frontex dispose d'une base de données des moyens disponibles (navires, hélicoptères, avions de surveillance, etc.) ainsi que de personnel, que les États membres se sont engagés à fournir et qui peuvent être affectés à des opérations de Frontex. En 2018, quelque 11 000 personnes, 21 navires, 8 aéronefs et 70 véhicules de patrouille ont été affectés à des opérations de Frontex. L'agence a également accès aux images satellite du Centre satellitaire de l'Union européenne (CSUE). Frontex compte 643 employés. L'agence s'efforce d'être moins tributaire des équipements des pays membres et de déployer son propre matériel, qui est soit acheté soit loué, ou parfois même acquis en copropriété avec des pays membres de l'UE. En 2018, par exemple, elle a acquis des avions de surveillance en leasing, et testé l'utilisation de systèmes d'aéronefs télépilotes. L'agence dispose

actuellement de missions permanentes en Italie, en Grèce et en Espagne, où ses gardes-frontières contrôlent les migrants, leur créent une identité numérique et enregistrent les informations ainsi recueillies dans les bases de données correspondantes de l'UE. En 2018, Frontex a sauvé environ 37 000 personnes en mer Méditerranée (Frontex, 18 février 2018). Par ailleurs, l'agence fournit une assistance technique à des pays tiers. Cela a jusqu'à présent concerné la région du partenariat oriental, les Balkans occidentaux et la Turquie, ainsi que certaines parties de l'Afrique.

23. Le deuxième facteur commun est la déclaration UE-Turquie (encore appelée accord ou pacte), en date du 18 mars 2016. Ce pacte prévoit que la Turquie endigue le flux de migrants embarquant vers les îles grecques, tandis que l'UE accélérera son processus de libéralisation des visas pour les citoyens turcs et mobilisera des fonds (à hauteur de 6 milliards d'euros) pour aider la Turquie à accueillir plus de 3,6 millions de réfugiés syriens. Par ailleurs, le pacte permet à tous les migrants sans papiers arrivant sur les îles grecques d'être transférés en Turquie. Pour chaque Syrien renvoyé en Turquie à partir des îles grecques, un autre Syrien sera réinstallé sur le territoire de l'UE. L'UE est en train de déboursier sa seconde tranche de 3 milliards d'euros dans le cadre de la Facilité en faveur des réfugiés en Turquie.

B. LA ROUTE DES BALKANS OCCIDENTAUX

24. Tout au long de 2015 et du premier trimestre de 2016, environ 920 000 migrants et réfugiés ont emprunté la route dite des Balkans occidentaux dans le but d'atteindre l'Union européenne. La plupart sont arrivés en Grèce par voie terrestre ou maritime en provenance de Turquie et se sont dirigés vers le nord en passant par la Macédoine du Nord, la Serbie et la Hongrie (État membre de l'UE), bien que d'autres pays des Balkans soient également impliqués. Ce couloir de transit vers la Hongrie a été fermé à l'automne 2015 lorsque la Hongrie a érigé une clôture en barbelés le long de sa frontière avec la Serbie et la Croatie. Les mesures hongroises et l'action macédonienne de fermeture de la frontière avec la Grèce ont eu un effet domino dans toute la région. Suite à ce détournement, une nouvelle route migratoire s'est ouverte vers la Croatie. La fermeture des frontières, conjuguée à l'accord conclu entre l'UE et la Turquie, a entraîné une forte baisse du nombre de passages illégaux sur la route des Balkans occidentaux, qui est passé de plus de 260 000 en 2016 (dont la plupart au premier trimestre) à environ 19 000 en 2017 selon les estimations de Frontex. Ce nombre a encore diminué au cours du premier semestre 2019, lorsque seulement 5 060 migrants et réfugiés ont emprunté la route des Balkans occidentaux. Ce groupe se composait principalement de personnes originaires d'Afghanistan, d'Iran, d'Iraq, de Turquie et de Syrie (Frontex, 2019b).

25. Alors que le corridor de transit décrit ci-dessus reste largement imperméable, il s'est avéré, en 2018, qu'une nouvelle route des Balkans impliquant l'Albanie, le Monténégro et la Bosnie-Herzégovine s'était formée. Sur l'ensemble de l'année 2018, quelque 24 000 personnes sont arrivées en Bosnie-Herzégovine dans le but de poursuivre leur voyage vers l'Europe occidentale, essentiellement via la Croatie, pays membre de l'UE et de l'OTAN (ECHO, 2019). La plupart de ces gens arrivaient du Pakistan, de l'Afghanistan, de l'Iraq et de l'Iran. Selon des experts de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 80 à 85 % de ces personnes sont des « migrants économiques plutôt que des gens qui ont besoin de protection internationale » (von der Brelie et Salfiti, 2018). Avant d'atteindre la Croatie, ces personnes ont dû traverser 5 à 6 pays depuis leur pays d'origine, ce qui laisse à penser qu'ils ont fait appel aux services de passeurs. Certaines observations empiriques chiffrent à plusieurs milliers d'euros par personne les montants payés aux passeurs. Ceux-ci sont néanmoins beaucoup moins efficaces à la frontière entre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine, compte tenu des mécanismes de contrôle frontalier évolués qui ont été mis en place. Les groupes d'arrivants sont scrutés par des détecteurs de mouvements, des caméras de surveillance thermiques, des drones de haute technologie et un avion de surveillance Frontex. Il n'en reste pas moins que les migrants, qui ont fait un long voyage pour se rapprocher des frontières de l'UE, continueront vraisemblablement à essayer d'explorer la frontière croate à la recherche d'angles morts.

26. La Croatie a relevé les effectifs de son personnel de sécurité le long de ses frontières et a refusé avec une grande fermeté l'accès de son territoire à ces migrants. Certains défenseurs des droits humains ont déploré l'extrême dureté avec laquelle la Croatie agissait. Plusieurs milliers de personnes sont restées bloquées du côté bosnien de la frontière, dans des conditions épouvantables, au cours de l'hiver 2018-2019. Préoccupée par cette situation, la Commission européenne a alloué 2 millions d'euros d'assistance humanitaire aux réfugiés et migrants en Bosnie-Herzégovine en 2018. Cette assistance à court terme est complétée par une réponse à moyen terme se chiffrant à 7,2 millions d'euros, destinée à couvrir la fourniture de denrées alimentaires, d'abris d'urgence, d'eau, d'installations sanitaires et de vêtements chauds, ainsi que les frais d'éducation (ECHO, 2019).

27. L'émergence de la nouvelle route des Balkans a également engendré nombre de discussions au sein de certains pays des Balkans, parmi lesquels l'Albanie et le Monténégro, pays membres de l'Alliance. La mise en œuvre de l'accord de réadmission entre le Monténégro et l'Albanie a été renforcée par la suite, mais des progrès peuvent encore être réalisés.

28. Les pays du groupe de Visegrad (« V4 » : Pologne, Hongrie, République tchèque et Slovaquie) sont les pays membres de l'OTAN qui se sont exprimés le plus fortement pour la réduction de l'entrée des migrants et des réfugiés via le flanc sud de l'Alliance, et notamment par les Balkans occidentaux. Aucun des quatre pays n'a ratifié le Pacte mondial sur les migrations des Nations unies. Ils ont tous refusé de respecter le système des quotas obligatoires de l'UE et concernant la nouvelle proposition de la Commission européenne visant à renforcer Frontex, les pays du V4 ont souligné que la protection des frontières est une question de sécurité et de souveraineté nationales et que la surveillance des frontières extérieures devrait donc rester la responsabilité première des États membres. Selon eux, Frontex devrait soutenir les gardes-frontières nationaux dans l'accomplissement de leurs tâches, mais non les remplacer. Par ailleurs, les gouvernements actuels des pays du V4 ont souvent associé immigration à criminalité et terrorisme. Ils ont fait valoir que les coupables d'abus des procédures d'asile pouvaient représenter des risques pour la sécurité et ont appelé à une vigilance accrue de toutes les autorités compétentes afin d'identifier toutes les personnes susceptibles de se livrer à des attaques terroristes parmi elles. Il est intéressant de noter que Jaroslaw Kaczynski, président du parti polonais Droit et justice, a souligné la nécessité d'« empêcher une vague d'agressions, notamment envers les femmes » par des demandeurs d'asile, tandis que Robert Fico, premier ministre de la Slovaquie, jusqu'en mars 2018 a affirmé qu'il y avait un « lien indéniable entre immigration et terrorisme ». Par ailleurs, les gouvernements des pays du V4 se sont opposés à l'afflux de migrants pour des raisons culturelles, le président tchèque Milos Zeman ayant par exemple déclaré que « l'intégration de la communauté musulmane (dans la société européenne) est pratiquement impossible », et M. Orban d'affirmer que l'« identité chrétienne de l'Europe » est menacée par les migrants musulmans. Enfin, M. Kaczynski a mis en garde contre « les maladies très dangereuses qui avaient longtemps disparu d'Europe » et que pourraient véhiculer les migrants.

29. Actuellement, peu de migrants et de réfugiés atteignent les pays d'Europe centrale, notamment en raison des dispositifs de protection des frontières mises en place en 2016. Selon Eurostat, la Hongrie a enregistré 41 560 migrants clandestins résidant sur son territoire en 2016 et 18 915 en 2018. Selon l'OIM¹, à peine 56 migrants sont entrés illégalement en Hongrie en 2018, contre 543 en 2016. Seuls 172 migrants irréguliers étaient détenus en République tchèque en 2017 (Reuters, janvier 2018). Mais les souvenirs des vagues d'arrivées des années 2015 et 2016 étaient encore très présents à l'esprit des populations et des politiques des deux pays, comme ont pu le constater les membres de cette commission lors d'une [visite à Budapest et à Prague en octobre 2018](#). Si presque tous les migrants et les réfugiés prévoient de poursuivre leur voyage jusqu'en Europe occidentale, plutôt que de rester en Europe centrale, les gouvernements des pays de Visegrad ont estimé qu'il était de leur devoir d'arrêter le flux de migrants à leurs frontières. Le

¹ Pour la Hongrie, les données de l'OIM sont incomplètes car les autorités nationales n'ont pas pour obligation de partager toutes les informations pertinentes avec cette organisation.

président de la commission des affaires étrangères du parlement hongrois, Zsolt Nemeth, s'est exprimé en ces termes devant la délégation de l'AP-OTAN : « Lorsque nous consacrons des milliards d'euros pour défendre les frontières de l'OTAN et de l'UE, c'est de la solidarité – nous cherchons à respecter les normes légales et à protéger collectivement notre communauté ». Un haut responsable a déclaré à Prague que la crise migratoire de 2015 avait alimenté des craintes de terrorisme en République tchèque. Même s'il n'y a pas eu un seul incident terroriste à déplorer dans le pays, la population s'est largement entendue pour dire que le gouvernement devait considérer cette situation comme la menace la plus pressante qui se posait à la sécurité intérieure. La réaction, qui est apparue exagérée, du bloc de Visegrad face au défi de l'immigration pourrait être liée à l'homogénéité ethnique, religieuse et culturelle de ces pays, par contraste à la longue tradition multiculturelle de l'ouest. Par ailleurs, il est intéressant de noter que si certains dirigeants d'Europe centrale invoquent la volonté de protéger la culture chrétienne pour justifier leur opposition à l'immigration, les organisations catholiques d'Europe de l'ouest préconisent souvent une approche plus inclusive à cet égard. Par exemple, plusieurs associations catholiques espagnoles ont condamné la rapide expulsion de migrants hors des enclaves espagnoles d'Afrique du Nord. Le pape François adopte également une attitude remplie de compassion envers les demandeurs d'asile.

30. La fermeture de la route des Balkans occidentaux a entraîné plusieurs effets secondaires préoccupants d'un point de vue humanitaire. Ainsi que mentionné précédemment, la commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe a critiqué l'usage de la force par la police contre les migrants et les demandeurs d'asile en Croatie. *Amnesty International* réprovoque le fait que la Croatie renvoie des migrants en Bosnie-Herzégovine sans leur donner accès à une procédure d'asile. La Croatie a rejeté à plusieurs reprises les allégations de violence policière excessive et de violation des droits fondamentaux des réfugiés (Pundy, 2019). Le Conseil de l'Europe et le HCR ont critiqué la Hongrie pour ses lois de « refoulement », selon lesquelles les migrants illégaux sont reconduits de l'autre côté de la frontière hongroise où ils peuvent déposer leur demande d'asile dans une des zones de transit. Les lois hongroises dites *Stop Soros* répriment tout encouragement ou soutien à l'immigration illégale par des poursuites pénales. Elles sanctionnent de la même façon ceux qui portent assistance à une personne cherchant à obtenir une protection internationale en Hongrie, que ce soit en trompant l'autorité publique ou en fournissant un permis de séjour à une personne entrant ou séjournant illégalement en Hongrie. La Commission européenne a estimé que cette législation était contraire au droit communautaire et a décidé d'ouvrir une procédure d'infraction contre la Hongrie. Qui plus est, outre la situation épouvantable concernant le logement des migrants en Bosnie-Herzégovine, des milliers de migrants se sont retrouvés bloqués dans des « camps et centres d'accueil sous-financés » en Serbie et en Bulgarie (Greider, 2017).

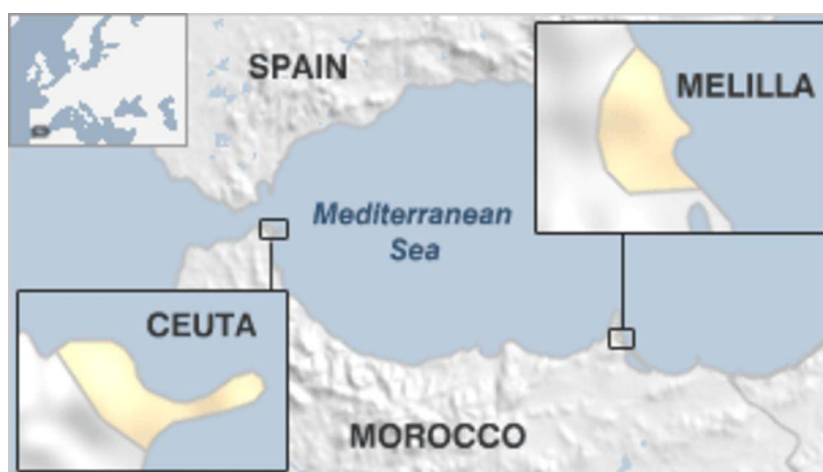
31. L'UE a étendu son aide aux pays des Balkans occidentaux par l'intermédiaire de Frontex, après avoir signé l'année dernière des « accords sur le statut » pour une coopération en matière de gestion des frontières avec la République de Macédoine du Nord, la Serbie, l'Albanie, le Monténégro et plus récemment la Bosnie-Herzégovine. Selon le règlement actuel de l'UE sur les gardes-frontières et les garde-côtes européens, il est possible d'agir sur le territoire d'un pays tiers uniquement sur la partie frontalière commune avec un État membre. La nouvelle proposition présentée par la Commission en 2018 permettrait des déploiements plus larges dans les pays tiers volontaires pour aider les autorités frontalières nationales à effectuer des contrôles sur les migrants, dans le but de réduire l'immigration clandestine et la criminalité transfrontalière. Le nouveau règlement prévoirait également un mécanisme de dépôt de plainte et le principe de non-refoulement², interdirait la détention arbitraire, la torture ou toute peine ou traitement inhumain

² La Convention des Nations unies de 1951 relative au statut des réfugiés définit le principe de non-refoulement comme l'interdiction d'expulser ou de refouler « de quelque manière que ce soit un réfugié sur les frontières des territoires où sa vie ou sa liberté serait menacée en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques ».

ou dégradant. En mai 2019, Frontex a mis en œuvre le premier accord en déployant 50 officiers de 12 États membres de l'UE en Albanie pour renforcer la coopération européenne à la frontière terrestre albanogrecque et lutter contre la traite des êtres humains. L'Albanie est devenue un pays de transit très fréquenté par les réfugiés et les migrants en 2018 lorsque la route des Balkans via la Serbie est devenue inaccessible (EWB, 2019).

C. CEUTA ET MELILLA : DES ENCLAVES ESPAGNOLES EN AFRIQUE DU NORD

32. Au fur et à mesure que les flux migratoires du bassin méditerranéen se déplacent vers l'Ouest, l'Espagne devient le principal point d'entrée en Europe des migrants qui traversent la Méditerranée. On a enregistré 56 914 arrivants dans le pays en 2018, soit plus du double que l'année précédente (CBS News, 2019). La récente popularité dont jouit la route de la Méditerranée occidentale auprès des migrants va de pair avec la difficulté croissante qu'il y a de prendre un autre chemin pour traverser la Méditerranée, en raison notamment du pacte scellé entre l'UE et la Turquie, de la coopération de l'UE avec la garde côtière libyenne et de la stricte politique d'immigration appliquée par le nouveau gouvernement italien. Bien que la plupart des migrants soient arrivés en Espagne par la mer, environ 13 % de l'ensemble des arrivées clandestines de migrants se sont concentrés sur deux villes espagnoles situées en Afrique du Nord : Ceuta et Melilla (Reuters, août 2018). Ces enclaves sont les seuls endroits où l'Europe a des frontières terrestres avec l'Afrique et elles sont toutes les deux séparées du Maroc par des clôtures étroitement surveillées, surmontées de fils barbelés. Compte tenu des risques élevés associés à la traversée de la Méditerranée par l'étroit détroit de Gibraltar, où les courants sont particulièrement puissants, il est devenu de plus en plus attrayant d'escalader ces clôtures pour essayer d'arriver en Espagne, même si nombreux sont ceux qui se coupent les mains à cause des barbelés à lames. Les migrants qui réussissent à pénétrer sur le territoire espagnol peuvent faire une demande d'asile et attendre dans un centre de rétention pour migrants. Ceux dont les papiers sont en ordre ont également la possibilité de tout simplement marcher jusqu'aux postes-frontières officiels de Ceuta et Melilla, que des milliers de Marocains et Espagnols traversent chaque jour pour aller travailler ou faire leurs courses. La plupart des Palestiniens, Syriens, Yéménites et Iraquiens peuvent s'attendre à obtenir l'asile, tandis que les demandes de la plupart des Marocains et des Algériens sont souvent rejetées au motif que les demandeurs sont considérés comme des migrants économiques.



Source : BBC.COM

33. Au cours de l'année écoulée, l'Espagne s'est montrée de plus en plus préoccupée par la sécurité aux frontières à Ceuta et Melilla. Selon la police espagnole, plus de 200 personnes auraient pris d'assaut la clôture frontalière à Melilla, en janvier et octobre 2018, 800 autres environ auraient essayé de faire la même chose à Ceuta en juillet et plus de 100 autres encore en août. En mai 2019, plus de 50 personnes ont réussi à entrer par effraction à Melilla en franchissant la barrière frontalière. Les migrants ont utilisé des cisailles et des marteaux pour disloquer la clôture et ils ont jeté toutes sortes de substances sur les policiers. Par ailleurs, les autorités espagnoles font remarquer qu'elles ne disposent pas de ressources suffisantes pour faire face au grand nombre d'arrivées, tant dans les enclaves que sur la côte sud de l'Espagne.

34. Il faut également mentionner les aspects humanitaires de la situation. Les centres de rétention pour migrants de Ceuta et Melilla sont surpeuplés, offrant aux demandeurs d'asile des conditions de vie inférieures à celles des centres continentaux espagnols - et ils sont particulièrement inappropriés pour les mineurs non accompagnés. Par ailleurs, dans le passé, des groupes de défense des droits humains, ainsi que le Comité des droits de l'enfant de l'ONU, ont exprimé leur inquiétude quant à la rapidité avec laquelle l'Espagne a expulsé des migrants de ces enclaves vers le Maroc (Stolton, 2018, Wriedt, 2019). Cela dit, le gouvernement de Pedro Sanchez, entré en fonction en juin 2018, a été félicité d'avoir adopté une position plus accueillante envers les migrants. Le ministre espagnol de l'intérieur, Fernando Grande-Marlaska, a commandé un rapport pour trouver « les moyens les moins sanglants possibles » de préserver la sécurité aux frontières et de remplacer les dangereuses clôtures en barbelés à Ceuta et Melilla (BBC News, 2018).

35. L'Espagne a demandé davantage d'aide financière à l'UE, pour elle-même et pour le Maroc, afin de mieux pouvoir faire face à la vague actuelle de migrants actuelle et pour renforcer la gestion de ses frontières en Afrique du Nord. En novembre 2018, il a été annoncé que le Maroc bénéficierait de 140 millions d'euros supplémentaires, prélevés sur le Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique, pour l'aider à endiguer l'immigration irrégulière transfrontalière (Valdivia, 2018). Les autorités marocaines affirment avoir déjoué 54 000 tentatives de passages de migrants vers l'Espagne en 2018 (Euractiv, août 2018). En revanche, la répression opérée par le Maroc à l'encontre de milliers de migrants de son côté de la frontière a été vivement critiquée par *Amnesty International*, qui qualifie ces actions de « cruelles et illégales ».

III. ROUTES MARITIMES : LE POINT SUR LA SITUATION EN MÉDITERRANÉE

36. En 2015, plus d'un million de réfugiés et de migrants ont traversé la Méditerranée pour rejoindre l'Europe, provoquant une crise à la fois humanitaire et politique. Le nombre d'arrivées par la mer a nettement diminué depuis, passant à 171 635 en 2017 puis à 113 145 en 2018 (OIM, 2018). Cette tendance s'est poursuivie au premier semestre 2019, où 29 785 personnes ont tenté de rejoindre le continent européen par la mer (HCR, 8 juillet 2019). Par ailleurs, la géographie des flux migratoires a changé. Jusqu'en 2016, la route de la Méditerranée orientale, reliant la Turquie à la Grèce, était la plus empruntée, essentiellement par les migrants qui fuyaient les conflits en Syrie, en Iraq et en Afghanistan. En 2015, 885 386 arrivées irrégulières avaient été enregistrées par Frontex sur cette route (Frontex, 2019). La seconde voie la plus empruntée par les migrants était la route de la Méditerranée centrale, allant de l'Afrique du Nord à l'Italie, principalement vers l'île de Lampedusa. En 2018, comme mentionné précédemment, la route de la Méditerranée occidentale, reliant le Maroc à l'Espagne, s'est avérée être la plus populaire. La majorité des personnes qui empruntent ce corridor viennent d'Afrique subsaharienne.

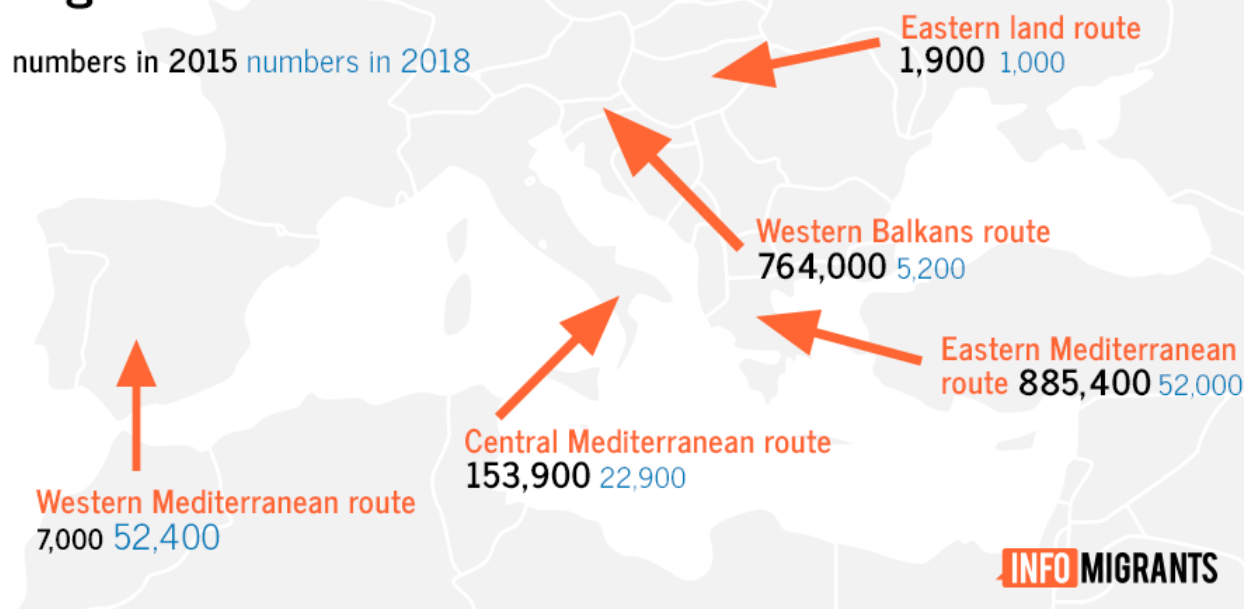
37. Ces déplacements géographiques au niveau des flux migratoires dans le bassin méditerranéen sont le résultat d'une série d'accords et de fermetures de frontières qui ont rendu l'arrivée en Europe moins facile. La déclaration UE-Turquie de 2016 visant à mettre fin aux flux migratoires irréguliers a été particulièrement fructueuse. Le nombre de personnes ayant voyagé irrégulièrement de la Turquie vers les îles grecques a chuté de 97%, passant de 6 360 arrivées

quotidiennes en octobre 2015 à 83 arrivées quotidiennes en moyenne depuis mars 2016 (Commission européenne, mars 2019).

FLUX MIGRATOIRES EN CHIFFRES

Migrant numbers

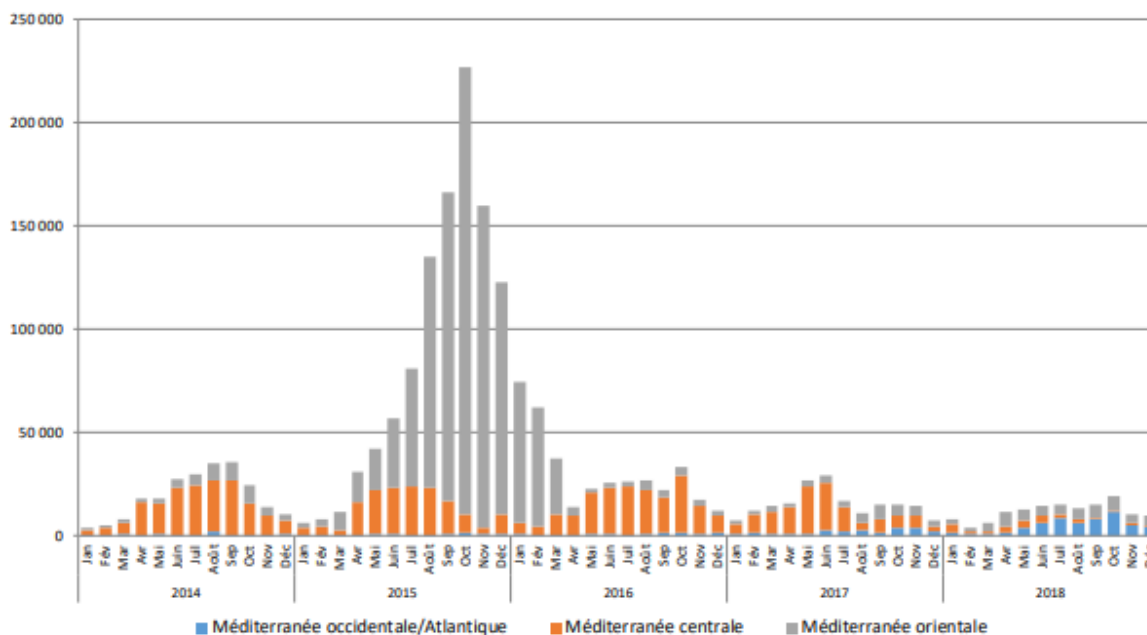
numbers in 2015 numbers in 2018



Source : InfoMigrants (Nombre de migrants en fonction des routes empruntées en 2015 et 2018)

QUELLE EST LA SITUATION AUJOURD'HUI ?

Franchissements irréguliers des frontières le long des trois principales routes migratoires



Source : Commission européenne, rapport d'avancement sur la mise en œuvre de l'agenda européen en matière de migration

38. La récente diminution des arrivées irrégulières par la route de la Méditerranée centrale (qui sont passées de 118 912 en 2017 à 23 276 en 2018 et à 3 071 au mois de juin 2019) découle également d'une action politique. En février 2017, un accord a été signé entre l'Italie et le gouvernement d'union nationale libyen, reconnu par la communauté internationale, qui a apporté aide et formation à la garde côtière libyenne en échange d'une répression de l'immigration illégale en provenance des côtes libyennes. L'UE a contribué financièrement à cette initiative et a promis « d'intensifier [encore davantage] son soutien » à la garde côtière libyenne en juin 2018. Cela a largement eu l'effet escompté, comme attesté par l'interception et le renvoi par la garde côtière libyenne de quelque 20 000 migrants en 2017 (Heller et al., 2018).

39. L'autre forme d'action politique qui a contribué à une diminution des arrivées par la mer depuis l'Afrique du Nord vers l'Italie est venue de l'intérieur, le nouveau gouvernement de coalition italien ayant adopté une position plus dure vis-à-vis de l'immigration. En juin 2018, le gouvernement italien a interdit aux bateaux privés de transporter des migrants secourus et des demandeurs d'asile vers des ports italiens. Matteo Salvini, alors ministre de l'intérieur, a accusé les bateaux de sauvetage affrétés par les ONG d'aider les trafiquants d'êtres humains et de gêner la garde côtière. En juin 2018, Malte a également annoncé qu'elle fermait l'accès à ses ports aux bateaux d'ONG, bien qu'elle ait fait, depuis, certaines concessions en la matière, notamment en permettant au bateau immobilisé *Aquarius* (affrété par SOS Méditerranée et Médecins Sans Frontières) d'accoster en août 2018. Dans le cadre d'une action coordonnée avec la Libye, l'Italie a également renoncé à sa responsabilité dans les missions de recherche et de sauvetage (SAR) qu'elle menait dans l'ensemble de la zone maritime située entre sa propre côte et la côte libyenne. C'est ainsi que la Libye est devenue responsable de sa propre zone de recherche et de sauvetage depuis la mi-2018.

40. Bien qu'il soit important de soutenir et de former la garde côtière libyenne de sorte à améliorer sa capacité à prévenir les décès en mer, les implications humanitaires négatives du débarquement des migrants en Libye doivent aussi être examinées. Les organisations internationales et les ONG ont appelé l'attention sur les « conditions désastreuses » régnant dans les centres de détention libyens où sont souvent envoyés les migrants sauvés en mer (ONU Info, 2019). Parmi les violations graves des droits humains qui y ont été observées, on citera des passages à tabac infligés par des gardes, des viols collectifs commis par des hommes armés et le travail forcé. L'OIM a indiqué que le nombre de personnes détenues dans ces centres surpeuplés était passé de 5 500 à 9 300 entre 2017 et 2018, tandis que des milliers d'autres s'étaient retrouvés dans des centres de détention non officiels gérés par des passeurs. En juin 2019, les conditions sanitaires dans les centres de détention ne s'étaient toujours pas améliorées et les détenus de Zintan, une ville située au sud de Tripoli, souffraient de maladies étroitement associées au surpeuplement et à la malnutrition comme la tuberculose. Une absence de traitement médical a entraîné la mort de 22 d'entre eux. Les « conditions inhumaines » actuelles de détention ont incité des responsables de l'OIM et du HCR, ainsi que la haute commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, à appeler à leur fermeture et à la libération immédiate des détenus (ONU Info, juillet 2019).

41. La guerre civile libyenne entre le gouvernement d'union nationale - soutenu par les Nations unies - du premier ministre Fayeze al-Sarraj et l'armée nationale libyenne sous le commandement de Khalifa Haftar menace davantage la vie des migrants et réfugiés détenus en Libye. Bien que les coordonnées des centres de détention aient été communiquées aux parties au conflit, un raid aérien a frappé le 2 juillet une cellule du centre de détention de Tajoura, dans une banlieue de Tripoli. L'attaque a tué au moins 53 détenus - dont six enfants - et en a blessé plus de 130. Les deux parties au conflit nient toute responsabilité. Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, et le Conseil de sécurité de l'ONU ont condamné cette attaque et appelé les parties à se rasseoir à la table des négociations. Le HCR et l'OIM ont demandé une enquête internationale et réaffirmé leur appel à fermer les centres de détention et à évacuer les réfugiés et les migrants dans des zones sûres, situées loin des hostilités (ONU Info, juillet 2019).

42. L'initiative conjointe UE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants vise à « garantir un minimum de vie décente dans les centres de détention concernés et à favoriser les retours humanitaires volontaires et la réintégration » (Commission européenne, 2016). Grâce à cette initiative, l'OIM a rapatrié, en toute sécurité, dans leur pays d'origine, près de 11 000 migrants bloqués en Libye, entre janvier et juillet 2018. De janvier à juin 2019, 4 820 migrants sont rentrés volontairement dans 26 pays d'Afrique et d'Asie (OIM, juin 2019). Ces efforts devraient être intensifiés et la garde côtière libyenne devrait bénéficier d'une formation plus poussée en matière de protection humanitaire internationale.

43. La récente recrudescence des noyades en Méditerranée constitue une autre tendance très préoccupante. Bien que 2018 ait enregistré le nombre le plus bas de migrants irréguliers arrivés en Europe depuis 2013, on estime à 2 275 le nombre d'individus noyés ou portés disparus en mer cette année-là, soit environ 1 migrant sur 18 (ONU Info, janvier 2019). Cela représente la plus forte progression du nombre de morts par rapport aux années précédentes. Le HCR et les ONG internationales ont attribué cette progression à la « réduction substantielle des capacités de recherche et de sauvetage » et ont fait le lien entre cette baisse des missions de sauvetage et la fermeture des ports par les autorités italiennes et maltaises (HCR, 2018). La route de la Méditerranée centrale qui relie l'Afrique du Nord et l'Italie est la plus meurtrière. De janvier à juin 2019, 13% (423 sur 3 202) des réfugiés et migrants ayant choisi cette route ont été portés disparus ou sont morts. En comparaison, sur la route de la Méditerranée orientale - la plus fréquentée au premier semestre 2019 - "seulement" 0,4% (51 sur 12 914) des passagers n'ont pu rejoindre le territoire européen (HCR, 9 juillet 2019). La route de la Méditerranée centrale, bien sûr, implique des distances beaucoup plus grandes à parcourir par voie maritime qu'en Méditerranée orientale ou occidentale.

44. La première mission SAR à grande échelle organisée récemment en Méditerranée a eu lieu sous l'égide de *Mare Nostrum*, une opération navale italienne menée en 2013-2014 après le drame de Lampedusa. La fin de *Mare Nostrum* a donné lieu au lancement d'opérations de recherche et de sauvetage par un certain nombre d'ONG humanitaires. La Commission européenne signale que « l'on doit aux ONG pas moins de 22 % de tous les sauvetages réalisés en Méditerranée centrale en 2016 ». Néanmoins, les ONG qui mènent des missions SAR ont été confrontées à un nombre croissant de restrictions juridiques et logistiques, parmi lesquelles la fermeture susmentionnée de ports italiens aux navires privés transportant des migrants rescapés. L'an dernier, plusieurs bateaux d'ONG remplis de migrants récupérés en mer sont restés bloqués pendant plusieurs jours en attendant l'autorisation d'accoster dans un pays de l'UE. Tout récemment, en juillet 2019, les navires de sauvetage *Sea-Watch* et *Mediterranea*, qui transportaient des migrants, ont défrayé la chronique en bravant l'interdiction et en accostant de force dans des ports italiens. Les autorités italiennes ont en conséquence procédé à l'arrestation de la capitaine du *Sea-Watch*, qui a par la suite été libérée par un juge italien (The Guardian, juillet 2019). Si, d'une manière générale, la contribution humanitaire des ONG en Méditerranée est louable, elle doit se dérouler dans un cadre plus structuré.

45. La question de l'adéquation des capacités SAR en Méditerranée est devenue particulièrement préoccupante en 2019, lorsqu'il a été annoncé que la mission phare de l'UE dans la région, l'opération Sophia, serait transformée en une mission exclusivement aérienne, perdant ainsi sa composante maritime. Ce changement a été motivé par la réticence de l'Italie à accepter les personnes sauvées en mer, elle-même provoquée par ce que l'Italie considère comme un manque de solidarité envers elle et un partage inégal des charges entre membres de l'UE. Les détracteurs de cette décision soulignent que les drones de surveillance, qui devraient remplacer les navires, ne seront pas en mesure de porter secours aux personnes qui se trouveraient en détresse en mer. Certains membres de l'UE, comme le Luxembourg, ont exhorté l'UE à envisager de ramener des navires pour l'opération Sophia. D'autre part, la mission navale de l'UE a été critiquée par certains membres de l'UE, notamment le Royaume-Uni. En 2016, un rapport du Parlement britannique affirmait que « la destruction de navires par l'opération Sophia a eu pour conséquence involontaire de pousser les passeurs à s'adapter et à envoyer des migrants en mer à bord de navires inaptes à

naviguer, ce qui a entraîné une augmentation du nombre de décès ». Le rapport parlementaire britannique note également que « [l]e déploiement de moyens navals et aériens haut de gamme pour les tâches entreprises par l'opération Sophia ne se justifie guère » et qu'« il existe des navires moins coûteux et plus adaptés pour poursuivre les missions essentielles de recherche et de sauvetage ». L'opération Sophia a été lancée en juin 2015 avec pour mission principale d'aider à « perturber le modèle commercial des passeurs de migrants et des trafiquants d'êtres humains dans le sud de la Méditerranée centrale ». Selon le Conseil européen, d'ici 2019, l'opération aura permis d'arrêter 143 trafiquants présumés et de détruire 545 bateaux. La mission a également contribué à la formation des garde-côtes libyens et à la mise en œuvre de l'embargo sur les armes décrété par l'ONU contre la Libye. Au moment de la rédaction du présent rapport, le sort du mandat de l'opération Sophia au-delà de la fin septembre 2019 n'était pas encore établi.

46. Outre l'opération Sophia (qui relève de l'opération militaire de la Force navale de l'Union européenne en Méditerranée (EUNAVFOR MED), Frontex a mené deux missions de contrôle et de surveillance des frontières à grande échelle : l'opération Triton (2014-2018) et l'opération Themis (à partir de 2018). L'opération Themis se concentre sur la collecte de renseignements et la prévention de l'entrée de combattants étrangers dans l'UE. La zone de responsabilité de l'opération s'étend de l'autre côté de la Méditerranée, du Maroc à la Turquie. Même si la SAR n'est pas une composante essentielle des opérations de l'UE, le Conseil européen souligne (en 2019) que plus de 450 000 personnes ont été sauvées en mer depuis 2016 grâce aux deux missions Frontex et à l'opération Sophia.

47. L'OTAN a appuyé activement les initiatives de l'UE en Méditerranée par le biais de son opération *Sea Guardian*. Lancée en octobre 2016, cette opération de sûreté maritime vient en appui à l'opération Sophia pour ce qui est de la connaissance situationnelle maritime et de la lutte contre le terrorisme. Elle est dirigée par le commandement maritime allié de l'OTAN. L'OTAN est également active dans la mer Égée depuis février 2016. Son 2^e groupe maritime permanent mène des activités de surveillance, de reconnaissance et de collecte du renseignement liées aux activités de trafic et à l'immigration illégales. Cette opération est conduite en étroite coopération avec Frontex et les informations recueillies sont partagées avec les gardes côtières grecque et turque. La participation de l'OTAN a contribué à réduire considérablement le flux de migrants entre la Turquie et la Grèce. Cependant, la Turquie a déclaré qu'elle n'en avait plus besoin (Ekathimerini, 2016). En revanche, certains pays européens, la Grèce en particulier, sont favorables à la poursuite de cette mission de l'OTAN sur le flanc sud-est de l'UE comme gage supplémentaire de sécurité des frontières dans cette région.

48. Le déploiement de l'OTAN en mers Égée et Méditerranée a été bénéfique à bien des égards. Les navires de l'OTAN ont accès à une zone géographique plus large que ceux de l'UE. Le gouvernement libyen n'a pas accordé aux navires de l'opération Sophia l'autorisation d'intervenir dans ses eaux territoriales, alors que l'OTAN n'est pas soumise à de telles restrictions et qu'elle est donc en mesure d'opérer dans une zone d'où partent les navires de migrants. Par ailleurs, les bâtiments de l'OTAN sont plus grands que ceux de Frontex et leurs radars ont une plus grande portée. L'engagement de l'OTAN est donc un atout de taille pour Frontex. Durant la visite que cette commission a effectuée en [Grèce en mars 2019](#), les représentants de Frontex ont salué le niveau de coopération existant avec l'OTAN. Il est important d'intégrer les opérations navales de l'OTAN et de l'UE dans un ensemble plus large d'initiatives non maritimes et de garantir que les approches militaires ne s'imposent pas au détriment des approches politiques. Le règlement européen de Dublin délègue la responsabilité de l'examen de la demande d'asile d'un migrant au premier pays de l'UE qui l'a accueilli. Ce règlement a prêté à de nombreuses controverses ces dernières années, des pays de première ligne comme l'Italie et la Grèce s'étant élevés contre le fardeau injuste qu'à leur avis, ce règlement fait peser sur eux. En tant que solution provisoire pour pallier ce problème, la Commission européenne a approuvé un plan en septembre 2015 visant à répartir 160 000 réfugiés entre différents pays membres de l'UE sur une période de 24 mois, via un système de quotas obligatoires. Ce plan a été très mal accueilli par les pays du groupe de Visegrad et, à la date

de son expiration, en septembre 2017, seuls 35 000 réfugiés avaient été relocalisés (Barigazzi et Randerson, 2018). Depuis lors, aucun système permanent de relocalisation n'a été proposé.

49. Lors d'un mini-sommet tenu en juin 2018, les pays membres de l'UE ont conclu un nouvel accord sur les migrations. Bien qu'il manque à cet accord de nombreux détails concrets, il appelle l'UE à renforcer Frontex et propose l'établissement de deux nouveaux types d'installation de tri des migrants : des « plateformes régionales de débarquement » pour conduire les migrants à l'extérieur de l'UE et des « centres contrôlés » situés à l'intérieur du bloc européen, pour accueillir les migrants à l'intérieur de l'UE. Cet accord prévoit également d'affecter davantage de ressources à la gestion des migrations en Afrique du Nord.

50. Le premier ministre italien Giuseppe Conte a déclaré que ce mini-sommet avait été un succès, ajoutant que « l'Italie n'est plus seule ». Mais dans la pratique, la mise en œuvre de cet accord européen sur les migrations a été décevante. Premièrement, les pays membres n'ont pas fait preuve d'enthousiasme pour ces « centres contrôlés ». Le but était d'établir ces centres sur le sol européen, sur la base du volontariat, afin de soulager les pays de première ligne, qui doivent traiter de très grands volumes de demandes d'asile. La Commission européenne a proposé de verser aux pays 6 000 euros par personne accueillie, financés sur le budget commun du bloc européen (Stone, 2018). Toutefois, la France, l'Allemagne et l'Italie ont rapidement déclaré qu'elles n'avaient pas l'intention d'héberger de centres d'accueil.

51. Deuxièmement, l'idée de « plateformes régionales de débarquement » en Afrique du Nord a encore suscité davantage de controverses. Ces plateformes avaient été conçues comme des lieux où l'éligibilité des migrants à l'asile pourrait être évaluée d'une manière qui n'inciterait pas les migrants et les passeurs à traverser d'emblée la Méditerranée. Cette proposition repose sur la coopération avec des pays tiers mais aucun partenaire de l'UE en Afrique du Nord n'a pour l'instant exprimé sa volonté de créer une plateforme sur son territoire. Un texte sur la position africaine commune, qui a fuit auprès du quotidien *The Guardian* en février 2019, critiquait la création prévue de « centres de détention de facto » sur le sol africain et visait à dissuader tout pays d'Afrique du Nord d'héberger de telles plateformes sur la base du volontariat. Les pays tiers craignent que ces plateformes attirent des migrants venus d'ailleurs, susceptibles de rester bloqués indéfiniment sur leurs territoires. L'idée de traiter les demandes d'asile à l'extérieur de l'UE a par ailleurs été critiquée pour des raisons juridiques et humanitaires. Le Comité international de secours et d'autres organismes ont exprimé des doutes quant à la capacité de ces centres à « respecter les normes européennes en la matière » (Ariès et Harlan, 2018). Enfin, rien ne dit que les pays membres de l'UE endosseront la responsabilité des demandes d'asile ayant été traitées avec succès à l'extérieur des frontières du bloc européen.

52. Troisièmement, les initiatives visant à renforcer Frontex progressent plus lentement que prévu. Au milieu de l'année 2018, la Commission européenne avait proposé d'étoffer les effectifs de Frontex et de les faire passer de 1 500 agents actuellement à 10 000³. Même si l'augmentation des effectifs était prévue pour 2020, les membres du Parlement européen (PE) ont adopté en avril 2019 une loi qui fixe 2027 comme une échéance plus réaliste. Frontex se bat pour recevoir tous les engagements nationaux des pays membres : en 2018, seuls 49 % des besoins de gardes-frontières et 45 % des besoins d'équipements, nécessaires aux activités aux frontières terrestres, ont été couverts. La situation est bien meilleure concernant les opérations aux frontières maritimes, avec une couverture à 96 % pour les gardes et à 60 % pour les moyens techniques (Tammikko, 2019). La Commission propose également d'affecter 11,3 milliards d'euros au budget de Frontex pour la période 2021-2027, dont 2,2 milliards seraient consacrés aux dépenses d'équipements

³ Il est prévu que 7 000 de ces agents continueront de servir dans leurs structures nationales mais qu'ils se tiendront prêts à être mobilisés moyennant un court préavis. Les 3 000 autres seront soit employés directement par Frontex soit détachés en service extraordinaire à long terme par les pays membres. Avec le temps, la part des agents employés directement par Frontex ou détachés en service extraordinaire à long terme devrait progresser.

(Angelescu et Trauner, 2018). Comme indiqué précédemment, la loi adoptée par le Parlement européen permet également à l'UE de conclure des accords avec des pays tiers, en particulier avec les pays des Balkans, pour coopérer sur les contrôles aux frontières et lutter contre la criminalité transfrontalière. En mai 2019, Frontex a lancé sa première opération hors territoire de l'UE en Albanie (Euractiv, 2019).

53. Enfin, l'UE semble avoir perdu tout espoir de s'entendre sur une révision du système de Dublin d'ici la fin du mandat de cette Commission et de cette législature. Le commissaire européen en charge de la migration, des affaires intérieures et de la citoyenneté, Dimitris Avramopoulos, a admis qu'au lieu d'une refonte substantielle du système de Dublin visant à mieux répartir le fardeau de l'accueil et du traitement des demandes d'asile, il serait attendu des pays membres qu'ils promettent leur soutien « sur la base du volontariat ». La Commission a toutefois proposé d'introduire un filet de sécurité afin de garantir l'apport d'un réel soutien au pays membre concerné, en l'absence de promesses volontaires suffisantes.

54. Étant donné que les nombres d'arrivées en Europe sont retombés à leurs niveaux d'avant la crise migratoire, l'urgence d'un renforcement de la protection des frontières méridionales de l'Europe est quelque peu retombée. Le commissaire Avramopoulos et le directeur de Frontex, Fabrice Leggeri, ont annoncé la fin de la crise migratoire. Mais on ne saurait dire si l'Europe est désormais mieux préparée à surmonter d'éventuelles futures crises de cette ampleur.

IV. SÉCURITÉ DES AÉROPORTS 18 ANS APRÈS LE 11 SEPTEMBRE : LES NOUVEAUX ENJEUX

55. Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont démontré la vulnérabilité du système de sécurité des aéroports américains de l'époque et entraîné d'importantes améliorations au niveau de la sécurité de l'aviation dans son ensemble. Depuis 2001, le cadre réglementaire s'est considérablement développé dans ce domaine, tant au niveau régional qu'international. En réponse directe au 11 septembre, le gouvernement des États-Unis a créé la TSA (*Transportation Security Administration*), une agence du département de la sécurité intérieure essentiellement axée sur la sécurité des aéroports. En 2002, la Commission européenne a adopté un règlement établissant des règles communes à l'UE en matière de sécurité de l'aviation civile, qu'elle a complété par un autre règlement par la suite. L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a renforcé ses recommandations à l'échelle mondiale, bien qu'elle n'ait pas les compétences voulues pour imposer leur application.

56. Un certain nombre de changements tangibles ont été introduits dans les aéroports du monde entier après ces attentats. Premièrement, la porte du cockpit des avions est blindée et verrouillée de l'intérieur pour essayer de rendre les détournements plus difficiles. Deuxièmement, tous les bagages enregistrés sont désormais scannés à l'aide de machines à rayons x à large spectre et stockés à l'écart des zones passagers dans les aéroports. Les passagers sont désormais invités à passer sous un détecteur de métaux et leurs sacs sont scannés aux rayons x. Aux États-Unis, le nombre des agents préposés aux scanners dans les aéroports a triplé, ils sont devenus des employés fédéraux, ont bénéficié de formations supplémentaires et touchent un meilleur salaire. En moyenne, la TSA trouve près de 12 armes par jour (Williams, 2019). Par ailleurs, un système de précontrôle appelé *Secure Flight* a été introduit en 2010 afin de mieux identifier les passagers susceptibles de représenter un risque avant même qu'ils n'arrivent à l'aéroport. Dans le cadre de ce système, les compagnies aériennes sont priées de communiquer des informations personnelles relatives aux passagers (appelées « données des dossiers passagers » ou PNR) à la TSA, données qui sont ensuite comparées aux listes de surveillance et aux listes de voyageurs dignes de confiance. Les États-Unis ont des exigences de sécurité plus élevées pour les vols arrivant de certains pays. En janvier 2018, la TSA a notamment annoncé l'introduction de procédures de contrôle supplémentaires pour le fret aérien en provenance de cinq pays du Moyen-Orient. Au sein

de l'UE, tous les employés des aéroports sont scannés à chaque fois qu'ils pénètrent dans des zones de sécurité, en vertu d'une réglementation datant de 2004. Les États-Unis n'imposent pas de telles exigences. En outre, de nouvelles procédures supplémentaires ont été introduites en réponse à des incidents de sécurité spécifiques, survenus depuis 2001. Suite à la tentative de Richard Reid de déclencher un engin explosif dissimulé dans sa chaussure alors qu'il était à bord d'un avion d'*American Airlines*, les passagers des aéroports états-uniens sont désormais priés d'enlever leurs chaussures durant le contrôle par scanner. En 2006, c'est un projet d'attentats à l'explosif liquide contre des avions transatlantiques qui a été déjoué, entraînant l'imposition de limites strictes, dans l'UE et aux États-Unis, quant au volume de liquides autorisés à bord. En 2009, Umar Farouk Abdulmutallab est monté à bord d'un avion à destination de Détroit avec une bombe cachée dans ses sous-vêtements. Cet incident a accéléré le déploiement de scanners corporels dans les aéroports des États-Unis où d'ailleurs, ils sont utilisés comme méthode principale de contrôle.

57. Malgré les avancées réalisées au niveau de l'amélioration de la sécurité de l'aviation dans le monde au cours des 18 dernières années, les aéroports restent menacés par de nouveaux et d'anciens dangers. Dans les pays qui n'obligent pas aux employés d'aéroport de passer au scanner de contrôle avant d'entrer dans les zones de sécurité, il existe une menace intérieure. On pense par exemple que c'est un mécanicien de l'aéroport qui a placé la bombe dans l'avion de la compagnie russe Metrojet qui s'est écrasé en 2015 dans le nord du Sinaï, et que deux personnes travaillant à l'aéroport ont aidé à introduire dans un avion qui reliait la Somalie à Djibouti en 2016, une bombe dissimulée dans un ordinateur portable. Par ailleurs, les terroristes s'adaptent aux nouvelles réglementations et les attentats perpétrés récemment dans les aéroports de Bruxelles et d'Istanbul ont montré que « la menace s'est déplacée vers d'autres zones de l'aéroport, moins sécurisées : le hall des comptoirs d'enregistrement, les entrées des postes de contrôle et les halls des arrivées » (Peterson, 2016).

58. L'attaque aux armes chimiques perpétrée à Salisbury, au Royaume-Uni, a démontré l'incapacité des systèmes de sécurité des aéroports à détecter des substances extrêmement dangereuses telles que le *Novichok*, que les autorités britanniques soupçonnent avoir été introduit dans un flacon de parfum via Londres Gatwick par deux espions russes⁴. L'ancien ministre britannique de la sécurité, Ben Wallace, a déclaré à la Chambre des communes que les efforts visant à détecter ces substances pouvaient être considérablement entravés si le pays d'origine - en l'occurrence la Russie - n'assurait pas un contrôle adéquat des bagages, ce qui, de fait, favorise les contrebandiers. « Lorsqu'un État hostile est déterminé à essayer d'utiliser toutes ses ressources pour pénétrer un autre État, le défi est beaucoup plus grand », a déclaré M. Wallace (Dearden, 2018).

59. Après que des terroristes ont essayé d'abattre un avion israélien qui venait de décoller de Mombasa, au Kenya, en 2002, à l'aide d'un système antiaérien portable (MANPADS), les craintes de voir ces MANPADS tomber entre de mauvaises mains ont grandi, sachant que de grandes quantités de ce type d'armes ont été pillées en Libye après 2011. Mais ces craintes de voir plus d'attentats perpétrés par MANPADS ne se sont pas concrétisées. Jusqu'à présent, le détournement d'utilisation de ces systèmes portables a concerné quasi exclusivement les zones de conflit actives. L'OTAN aide des pays comme la Mauritanie et l'Ukraine à détruire leurs stocks de MANPADS.

60. Les drones représentent un autre danger, apparu récemment, pour la sécurité des aéroports. Leur effet perturbateur a été démontré par la suspension répétée des activités aériennes à l'aéroport de Gatwick en décembre 2018 après que des drones avaient été signalés. Les drones peuvent causer de sérieux dégâts à un aéronef, des tests ayant révélé qu'un drone de 400 g pourrait briser le pare-brise d'un hélicoptère et qu'un drone de 2 kg pourrait causer des « dégâts critiques » au

⁴ De nombreuses preuves pointent du doigt ces deux individus comme auteurs de l'empoisonnement de Salisbury, notamment le fait que des traces de *Novichok* aient été retrouvées dans la chambre d'hôtel où ils ont séjourné dans l'est de Londres.

pare-brise d'un avion de ligne (Coulter et Rovnick, 2018). Le fait que les drones puissent être contrôlés de très loin indique que la distance depuis laquelle des acteurs malveillants peuvent prendre pour cible des moyens aériens est beaucoup plus grande que ce que l'on pensait jusqu'à présent.

61. Bien que la récente automatisation des systèmes aéroportuaires ait profité aux passagers comme aux aéroports du point de vue de l'efficacité, cela a généré de nouveaux risques en termes de cybersécurité. Les systèmes de contrôle du trafic aérien et les systèmes technologiques des aéroports sont des « infrastructures de transport critiques », et des cyberattaques peuvent donc avoir des conséquences très sérieuses. Selon l'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA), les systèmes aériens sont la cible de 1 000 attaques par mois en moyenne (Caldes-Casas, 2018).

62. Avec le succès grandissant de l'économie collaborative, qui se manifeste par l'essor de plateformes comme *Uber* et *Airbnb*, la notion de coavionnage est en train de devenir une réalité. Des pilotes licenciés peuvent poster, sur des plateformes en ligne, des informations relatives au nombre de sièges libres dans leur avion privé, et des clients potentiels peuvent réserver un siège et partager les frais de vol avec le pilote. La FAA (administration fédérale états-unienne de l'aviation) interdit actuellement le coavionnage, mais le marché européen progresse, les start-up les plus emblématiques étant *Wingly* (basée au Royaume-Uni) et *Coavmi* (basée en France). Quelque 3 000 pilotes seraient répertoriés sur *Wingly* pour le Royaume-Uni, et ils seraient 10 000 environ dans le reste de l'Europe (Jones, 2018). Pour prévenir les risques de sécurité, le développement des pratiques de coavionnage devra être sous-tendu par un cadre législatif approprié.

63. Si certaines nouvelles technologies représentent un danger pour les aéroports et la sécurité de leur fonctionnement, d'autres constituent au contraire une chance pour la sécurité aéroportuaire. Le développement des scanners de tomodensitométrie pourrait permettre d'assouplir la mesure d'interdiction des liquides. De nouveaux scanners sont également mis au point, qui permettront de laisser les appareils électroniques dans les bagages à main durant le contrôle. Une technologie biométrique d'authentification et d'identification des passagers est entrée en exploitation récemment, technologie dans laquelle 77 % des aéroports et 71 % des compagnies aériennes prévoient d'investir massivement au cours des trois prochaines années (The Economist, 2018). En particulier, des projets pilotes de reconnaissance faciale, de l'iris et des empreintes digitales sont en train d'être testés et mis en œuvre. Ils doivent permettre de contrôler les passagers plus vite et moins cher. Mais le recours à la technologie biométrique n'est pas sans susciter de controverses et déjà des critiques s'élèvent pour exprimer leurs préoccupations quant à la manière dont les gouvernements pourraient utiliser les bases de données biométriques qui en résulteront. Des groupes, tels que l'Union américaine pour les libertés civiles (ACLU), craignent que les scanners à reconnaissance faciale, la technologie de vidéo analytique et les autres innovations similaires soient mis en œuvre trop rapidement, sans avoir été suffisamment évalués sur leur potentielle utilisation abusive.

64. Une autre solution technologique controversée apparue dans le domaine de la sécurité des aéroports est celle des scanners corporels à rayons x mentionnés plus haut, qui s'accompagne, aux États-Unis, de procédures renforcées de fouille par palpations renforcées. Plusieurs groupes d'intérêt public ont protesté contre l'utilisation de ces scanners corporels à rayons x permettant aux agents de sécurité de voir à travers les vêtements des passagers, au motif qu'ils représentent une atteinte à l'intimité et un risque pour la santé compte tenu des radiations auxquelles l'un des principaux types de scanners expose les passagers. Les scanners à rétrodiffusion de rayons x, qui présentaient des risques de radiation, ont été interdits quasi immédiatement par les autorités européennes, et en 2013 par la TSA. Les aéroports européens et américains utilisent désormais des scanners corporels à ondes millimétriques qui permettent d'observer les contours du corps d'une personne sans mettre le voyageur « à nu ».

65. Des préoccupations liées à la protection de la vie privée ont également été soulevées en rapport avec le recueil et le transfert de données PNR. La mise en place d'un système PNR à l'échelle de l'UE avait été proposée en 2007, et celui-ci devait permettre de recueillir des informations sur tous les passagers arrivant dans l'UE ou en repartant par les airs, à des fins de prévention ou de détection de la criminalité. Par ailleurs, les membres du Parlement européen ont approuvé, en 2012, un accord concernant le transfert des données PNR des passagers arrivant en Amérique du Nord en provenance de l'UE, au département américain de la sécurité intérieure. Tant le système proposé que l'accord ont suscité des controverses parmi certains députés européens au motif que les données collectées pourraient être exploitées à d'autres « fins vagues et non spécifiées, comme des contrôles de l'immigration et des frontières » (Parlement européen, 2012). Ceux qui étaient favorables à ce système ont fait valoir que, de nos jours, les activités criminelles et terroristes impliquent fréquemment des déplacements internationaux, rappelant le rôle utile qu'ont joué les données PNR dans l'enquête menée par le Royaume-Uni sur les attentats à la bombe du 7 juillet 2005 et dans d'autres activités similaires. À la suite des attentats perpétrés à Paris en 2015, la commission des libertés civiles du parlement européen a voté la fin de l'opposition qu'elle maintenait depuis sept ans à l'introduction d'un système PNR à l'échelle de l'UE. Cela a ouvert la voie à l'adoption de la directive PNR par le Conseil européen en avril 2016. La directive adoptée prévoit que les données PNR des passagers arrivant dans l'UE, ou en repartant, soient conservées pendant cinq ans au maximum, mais qu'elles soient rendues anonymes après six mois. Passés ces six mois, les enquêteurs ne seront autorisés à « démasquer » les données d'un suspect que s'ils sont sur la piste d'une activité criminelle très grave (BBC News, 2016). Par ailleurs, il a été décidé que la collecte de données PNR concernant des vols à l'intérieur de l'UE ne serait pas obligatoire mais qu'elle se ferait sur la base du volontariat.

66. Récemment, un important débat public a eu lieu sur une approche de la sécurité des aéroports non tributaire de la technologie, et que l'on appelle communément profilage. On distingue, en gros, deux types de profilage : le profilage comportemental, fondé sur les actions d'une personne, et le profilage automatisé, fondé sur le nom, la nationalité, le mode d'achat du billet et d'autres informations similaires. Le recours au profilage comportemental est une pratique courante en Israël, par exemple. Dans ses aéroports, les agents mettent fréquemment à l'écart les personnes qui manifestent un comportement suspect - par exemple en portant par temps chaud plusieurs couches de vêtement ou en utilisant un téléphone public dans les zones de réception cellulaire - pour un entretien et une fouille ciblés. La TSA dispose également d'un programme, intitulé SPOT, de « techniques d'observation du comportement des passagers ». Le profilage comportemental peut être utile en ce sens qu'il met l'accent sur les personnes plutôt que sur les armes et qu'il ajoute donc un autre niveau de sécurité moins prévisible auquel les terroristes peuvent avoir plus de mal à échapper. Cependant, il s'agit d'une technique qui repose sur le jugement humain et qui nécessite donc des agents de dépistage spécialement formés, bien rémunérés et experts en techniques d'observation psychologique. Sinon, on risque de commettre des stéréotypes grossiers et d'exposer des passagers innocents à une certaine humiliation et à des abus. En outre, la ligne de démarcation entre le profilage comportemental et le profilage ethnique/racial est ténue, et l'ACLU a critiqué le programme SPOT de la TSA susmentionné pour ciblage disproportionné à l'encontre d'Arabes, de musulmans et de Latino-Américains.

V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

67. La gestion des frontières est, pour l'essentiel, une prérogative souveraine. Les États sont confrontés à des difficultés compréhensibles lorsqu'ils doivent faire face à l'entrée de groupes d'étrangers inhabituellement importants, comme on l'a vu lors du pic de la crise migratoire en 2015. Dans ces situations, les États ont le droit de sécuriser leurs propres frontières. Il n'y a pas de domaines de responsabilité internationale clairement définis en matière de sécurité des frontières et, par conséquent, l'OTAN, en tant qu'alliance intergouvernementale, a un mandat limité sur ce front.

68. Néanmoins, une action collective impliquant l'OTAN devrait être envisagée dans les situations de crise, où les moyens militaires tels que les capacités de surveillance peuvent revêtir une grande importance. Le rôle de l'OTAN dans la gestion de la crise migratoire en Méditerranée et en mer Égée a été déterminant et même naturel, étant donné qu'elle disposait déjà de moyens dans la région. Ce rôle est d'autant plus pertinent que l'UE a récemment décidé de mettre un terme à ses opérations maritimes en Méditerranée. L'OTAN peut également apporter une valeur ajoutée en utilisant ses mécanismes de partenariat et en contribuant au renforcement des capacités des services de garde-frontières et de garde-côtes des partenaires sur les flancs sud et sud-est de l'Europe, en s'appuyant sur son expérience dans les Balkans⁵ et en Asie centrale⁶. Le programme de l'OTAN pour la science au service de la paix et de la sécurité pourrait être utilisé pour promouvoir la recherche sur les nouvelles technologies de sécurité aux frontières dans les pays membres et partenaires de l'OTAN. Enfin, le Centre euro-atlantique de coordination des réactions en cas de catastrophe (EADRCC) de l'OTAN peut être utilisé pour coordonner les interventions humanitaires dans les situations de crise impliquant des réfugiés, comme ce fut le cas en 1999 lorsque l'EADRCC a été activé pour coordonner les secours et aider le HCR pendant la crise au Kosovo.

69. Cela dit, il convient de mettre l'accent sur les solutions politiques plutôt que militaires. La gestion des frontières devrait avant tout être une question d'application de la loi. Si des problèmes de sécurité se posent aux frontières, l'implication des forces armées doit être considérée comme un dernier recours. La participation des militaires peut envoyer un signal fort de relations publiques et les soldats ne sont pas nécessairement formés pour faire face à l'afflux de personnes non armées. L'UE et son agence Frontex sont des acteurs de plus en plus critiques pour la sécurité des frontières européennes. Le fait de disposer d'une agence forte de 10 000 éléments et dotée d'équipements de pointe en attente serait une garantie importante pour les pays européens si de futures vagues de migration du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord vers l'Europe devaient se reproduire. Si, pour des raisons de souveraineté nationale, il est peu probable que Frontex ne reçoive de mandat pour mener des opérations sans le consentement des États membres de première ligne de l'UE, étant donné sa compétence croissante, ses capacités technologiques et ses effectifs, il n'est pas exclu qu'avec le temps, l'agence devienne le principal fournisseur européen en matière de sécurité aux frontières. Le renforcement de Frontex apporte une série d'avantages, notamment une réponse mieux coordonnée aux crises transnationales et une plus grande assurance que les gardes-frontières et les garde-côtes respecteront les droits humains fondamentaux dans leurs actions. La protection efficace des frontières extérieures de l'Europe est une condition préalable nécessaire à l'existence de frontières ouvertes entre les États membres de l'UE.

70. Au niveau national, les États membres de l'OTAN et de l'UE devraient être encouragés à partager leurs meilleures pratiques. L'expérience individuelle des pays confrontés aux problèmes les plus graves en matière de sécurité aux frontières montre qu'une approche intégrée et échelonnée

⁵ En 2003, l'OTAN, l'OSCE, l'Union européenne, ce qui était le Pacte de la stabilité pour l'Europe du sud-est ainsi que cinq pays de l'ouest des Balkans ont lancé une plateforme commune visant à renforcer la sécurité frontalière dans la région.

⁶ L'OTAN et l'OSCE ont coopéré dans le domaine de la sécurité frontalière en Asie centrale où les deux organisations mènent des programmes et des projets complémentaires et visent également à étayer leurs activités respectives avec expertise.

de la gestion des frontières est l'option la plus efficace et qu'aucune structure physique ou concept opérationnel unique ne sera suffisant. En particulier, les pays euro-atlantiques devraient partager les enseignements tirés de l'utilisation de la technologie pour sécuriser les frontières. Des solutions technologiques dans les aéroports et le long des frontières terrestres ont facilité l'appréhension des arrivées irrégulières et la détection des crimes. Les nouvelles technologies peuvent réduire les procédures de franchissement des frontières tout en veillant à ce qu'aucun matériel illicite ne passe inaperçu. Toutefois, compte tenu de leurs imperfections et du risque de dysfonctionnement, elles devraient compléter plutôt que remplacer la gestion humaine des frontières. En outre, la technologie repose généralement en grande partie sur la collecte de données personnelles, ce qui soulève à son tour des préoccupations en matière de protection de la vie privée et de surveillance. Par conséquent, les nouvelles approches axées sur les données doivent être entièrement examinées et accompagnées d'une législation rigoureuse qui les protège contre leur utilisation abusive.

71. Il est important de souligner qu'investir dans la protection des frontières pourrait faire gagner du temps, mais qu'au final, les gens continueront toujours d'essayer d'entrer illégalement et ce, tant qu'il existera des inégalités flagrantes de l'autre côté de la frontière. Par conséquent, toute stratégie de sécurité frontalière à long terme doit s'accompagner de politiques d'asile et d'aide au développement solides et ambitieuses. Les responsables américains affirment, par exemple, que l'aide américaine au Salvador pour la formation des policiers, le financement des programmes extrascolaires et l'amélioration de la gouvernance locale a été un facteur majeur dans la réduction du nombre de Salvadoriens arrêtés qui ont franchi la frontière américaine, passé de 72 000 en 2016 à 32 000 en 2018 (Sieff, 2019). Étant donné que la réforme du système d'asile de Dublin de l'UE a fait l'objet de controverses politiques, il semble qu'une action de la part d'une coalition de pays volontaires soit le moyen le plus réaliste de garantir que l'UE accorde l'attention requise aux demandes d'asile légitimes. L'aide budgétaire de l'UE en faveur des relocalisations volontaires de certains États membres de l'UE contribuera à réduire la charge actuellement supportée par les États de première ligne.

72. Les stratégies à long terme de sécurité des frontières et de gestion des migrations doivent par ailleurs tenir compte du lien entre migration et changement climatique. En 2018, un rapport de la Banque mondiale a constaté qu'en raison des conséquences négatives du réchauffement climatique, quelque 140 millions de personnes pourraient être déplacées d'ici 2050 dans trois régions l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud et l'Amérique latine. Ce rapport soutient qu'une action mondiale concertée visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre pourrait réduire ce chiffre jusqu'à 80 % (Banque mondiale, 2018). Il serait souhaitable que les décideurs politiques occidentaux tiennent compte des facteurs climatiques lorsqu'ils développent leurs relations avec les pays d'origine des flux migratoires. Par exemple, la Cour des comptes des États-Unis recommande au département d'État de reprendre l'obligation d'effectuer des évaluations des risques liés aux changements climatiques lors de l'élaboration de stratégies nationales intégrées, une pratique qui a été abandonnée en 2017 (GAO, 2019).

73. Au cours des dernières années, la gestion des frontières s'est malheureusement accompagnée, à l'occasion, de violations du droit international humanitaire par les pays d'accueil ou de transit. Il importe que toutes les nations euro-atlantiques réaffirment leur attachement au Protocole de 1967 relatif au statut des réfugiés et accordent l'asile aux personnes qui craignent avec raison d'être persécutées. L'accès des personnes dans le besoin aux mesures d'asile doit être rationalisé ; les violations des droits humains dans les centres d'accueil doivent être combattues ; les violences policières inutiles aux frontières doivent être condamnées ; les centres de débarquement potentiels dans les pays tiers doivent faire l'objet d'un examen minutieux et le profilage fondé sur la race ou l'appartenance ethnique évité. La sécurité nationale et une politique d'asile équitable devraient être considérées comme se renforçant mutuellement plutôt que comme s'excluant mutuellement.

BIBLIOGRAPHIE

- AFP. "UN denounces EU cooperation with Libya to stem migrant flow as 'inhuman'". Euractiv.com. 15.11.2017. <https://www.euractiv.com/section/global-europe/news/un-denounces-eu-cooperation-with-libya-to-stem-migrant-flow-as-inhuman/>.
- AFP. "Pentagon authorises \$1bn transfer of funding for US-Mexico border wall". The Telegraph. 29.03.2019. <https://www.telegraph.co.uk/news/2019/03/26/pentagon-authorises-1bn-transfer-wall-funding-first-national/>.
- Angelescu, Irina and Florian Trauner. "10,000 border guards for Frontex: why the EU risks conflated expectations". European Policy Centre. 21.09.2018. https://www.ies.be/files/pub_8745_frontex.pdf.
- Ariès, Quentin and Chico Harlan. "E.U. leaders agree on outline of migration deal". The Washington Post. 29.06.2018. https://www.washingtonpost.com/world/europe/eu-leaders-agree-on-the-outline-of-a-migration-deal/2018/06/29/ced6c3e8-787d-11e8-ac4e-421ef7165923_story.html?utm_term=.5a0b3c9d567a.
- Associated Press. "Official: asylum seekers to wait in Mexico starting Friday". The New York Times. 24.01.2019. <https://www.nytimes.com/aponline/2019/01/24/us/ap-us-united-states-mexico-asylum.html>.
- Banque mondiale, *Le changement climatique pourrait pousser plus de 140 millions d'habitants à migrer à l'intérieur de leur pays d'ici 2050, selon une nouvelle étude de la Banque mondiale*, 19 mars 2018. <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2018/03/19/climate-change-could-force-over-140-million-to-migrate-within-countries-by-2050-world-bank-report>
- Barigazzi, Jacopo and James Randerson. "What is Europe's migration fight about?" Politico. 22.06.2018. <https://www.politico.eu/article/europe-migration-crisis-fight-explained/>.
- BBC News. "Passenger Name Record: EU to harvest more data to stop crime". BBC News. 13.04.2016. <https://www.bbc.com/news/world-europe-36035698>.
- BBC News. "Ceuta and Melilla: Spain wants rid of anti-migrant razor wire". BBC News. 14.06.2018. <https://www.bbc.com/news/world-europe-44485995>.
- BBC News. "Government shutdown: is there a crisis on the US-Mexico border?" BBC News. 08.01.2019. <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-44319094>
- BBC News. "US immigration: Drowning exposes risks of illegal crossing." BBC News. 26.06.2019. <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-48767529>
- BBC News. (2019, July 9). *Migrant crisis: UN criticises Hungary over border controls*. Retrieved from BBC News: <https://www.bbc.com/news/world-europe-36753648>
- Caldes-Casas, Javier. "Airport cybersecurity, are we there yet?" Airport Business. 21.11.2018. <http://www.airport-business.com/2018/11/airport-cybersecurity-yet/>.
- CBS News. "Fortified Morocco-Spain border fence is under pressure from African migrants". CBS News. 18.01.2019. <https://www.cbsnews.com/news/fortified-morocco-spain-border-fence-is-under-pressure-from-african-migrants/>.
- CNN World. "Crisis at the US-Mexico border. CNN. 26.06.2019. <https://edition.cnn.com/us/live-news/immigration-us-mexico-border-june-2019/index.html>
- Commission européenne. "Supporting protection and humanitarian repatriation and reintegration of vulnerable migrants in Libya". Commission européenne. 16.02.2016. https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/region/north-africa/libya/supporting-protection-and-humanitarian-repatriation-and-reintegration_en.
- Commission européenne, rapport d'avancement sur la mise en œuvre de l'agenda européen en matière de migration https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/policies/european-agenda-migration/20190306_com-2019-126-report_fr.pdf
- Conseil européen. "Sauver des vies en mer et s'attaquer aux réseaux criminels". Conseil européen. 03.01.2019. <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/migratory-pressures/sea-criminal-networks/>
- Coulter, Martin and Naomi Rovnick. "How big a threat are drones at airports?" The Financial Times. 20.12.2018. <https://www.ft.com/content/ee9bb576-0455-11e9-99df-6183d3002ee1>.

- Dearden, L. (2018, September 12). *Salisbury novichok attack: Russian spies smuggled chemical weapons through airport baggage checks, UK security minister admits*. Retrieved from Independent: <https://www.independent.co.uk/news/uk/crime/novichok-attack-russian-spies-airport-security-how-smuggled-chemical-weapon-russia-uk-a8534511.html>
- DHS. "Management Alert – DHS Needs to Address Dangerous Overcrowding and Prolonged Detention of Children and Adults in the Rio Grande Valley (Redacted)". DHS. 02.07.2019. <https://www.oig.dhs.gov/sites/default/files/assets/2019-07/OIG-19-51-Jul19.pdf>.
- DHS. "Southwest Border Migration FY 2019." U.S. Customs and Border Protection. 03.07.2019. <https://www.cbp.gov/newsroom/stats/sw-border-migration>.
- DHS. "Written testimony of CBP Office of Field Operations acting Assistant Commissioner John Wagner for a House Committee on Homeland Security, Subcommittee on Border and Maritime Security hearing titled 'Port of entry infrastructure: how does the federal government prioritize investments?'" US Department of Homeland Security. 16.07.2014. <https://www.dhs.gov/news/2014/07/16/written-testimony-cbp-house-homeland-security-subcommittee-border-and-maritime>.
- DHS. "Migrant Protection Protocols". US Department of Homeland Security. 24.01.2019. <https://dhs.gov/news/2019/01/24/migrant-protection-protocols>
- Duke, E. (2017, August 23). *Homeland Security secretary: Border walls work. Yuma sector proves it*. Retrieved from USA Today: <https://eu.usatoday.com/story/opinion/2017/08/22/homeland-security-secretary-border-walls-work-yuma-sector-proves-it-elaine-duke-column/586853001/>
- ECHO. "Bosnia and Herzegovina: Factsheet". European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations. 16.01.2019. https://ec.europa.eu/echo/where/europe/bosnia-and-herzegovina_en.
- Ekathimerini. "NATO to boost efforts in Aegean to stop migrants". Ekathimerini. 27.10.2016. <http://www.ekathimerini.com/213231/article/ekathimerini/news/nato-to-boost-efforts-in-aegean-to-stop-migrants>.
- Etter, Lauren and Karen Weise. "America's virtual border wall is a 1,954-mile-long money pit". Bloomberg Businessweek. 09.04.2018. <https://www.bloomberg.com/news/features/2018-04-09/the-race-to-cash-in-on-trump-s-invisible-high-tech-border-wall>.
- Euractiv. (2018, October 23). Spain returns migrants to Morocco after storming of Melilla enclave. <https://www.euractiv.com/section/global-europe/news/spain-returns-migrants-to-morocco-after-storming-of-melilla-enclave/>
- Euractiv. "Frontex launches first joint operation outside EU, in Albania." 22 May 2019. <https://www.euractiv.com/section/eu-elections-2019/news/frontex-launches-first-joint-operation-outside-eu-in-albania/>.
- EWB. "Frontex launches first operation in Western Balkans". European Western Balkans. 21.05.2019. <https://europeanwesternbalkans.com/2019/05/21/frontex-launches-first-operation-western-balkans/>.
- Farias, C. (2019, August 2). *A Green Light on the Border Wall as Trump's Supreme Court Victories Mount*. Retrieved from The New Yorker: <https://www.newyorker.com/news/news-desk/a-green-light-on-the-border-wall-as-trumps-supreme-court-victories-mount>
- Fox, Maggie. "Migrants don't bring disease. In fact, they help fight it, report says". NBC News. 06.12.2018. <https://www.nbcnews.com/storyline/immigration-border-crisis/migrants-don-t-bring-disease-fact-they-help-fight-it-n944146>.
- Frontex. "Western Balkans annual risk analysis 2018". Frontex. 07.08.2018. <https://frontex.europa.eu/publications/wb-ara-2018-eW3T1c>.
- Frontex. "2018 in brief". Frontex. 2018. <https://frontex.europa.eu/assets/Publications/briefreport2018/38/>.
- Frontex. (2019a). *Eastern Mediterranean route*. Retrieved from Frontex: <https://frontex.europa.eu/along-eu-borders/migratory-routes/eastern-mediterranean-route/>
- Frontex. "Migratory Map". Frontex: European Border and Coast Guard Agency. (2019b). <https://frontex.europa.eu/along-eu-borders/migratory-map/>.

- Frontex. "Risk Analysis for 2019". Frontex: European Border and Coast Guard Agency. Feb 2019. file:///C:/Users/Susanne/Desktop/Risk_Analysis_for_2019_Frontex.pdf.
- GAO. "US Customs and Border Protection. Progress and challenges in recruiting, hiring and retaining law enforcement personnel". US Government Accountability Office. June 2018. <https://www.gao.gov/assets/700/692832.pdf>.
- GAO. (2019, January). *Climate Change: Activities of Selected Agencies to Address Potential Impact on Global Migration*. Retrieved from GAO: <https://www.gao.gov/assets/700/696460.pdf>
- Greider, Alice. "Outsourcing migration management: the role of the Western Balkans in the European refugee crisis". Migration Policy Institute. 17.08.2017. <https://www.migrationpolicy.org/article/outourcing-migration-management-western-balkans-europes-refugee-crisis>.
- Harrington, Ben ; Smith, Hillel R. "Migrant Protection Protocols': Legal Issues Related to DHS's Plan to Require Arriving Asylum Seekers to Wait in Mexico." Service de recherche du Congrès américain. 09.05.2019. <https://fas.org/sqp/crs/homesec/LSB10251.pdf>.
- HCR. Méditerranée : le bilan continue de s'alourdir en 2018 avec plus de 2000 vies perdues". Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. 06.11.2018. <https://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2018/11/5be1ac95a/mediterranee-bilan-continue-salourdir-2018-2000-vies-perdues.html>
- HCR. "EUROPE. Dead and missing at sea". 09.07.2019. <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/70224>.
- HCR. "Operational Portal Refugee Situations. Mediterranean Situation". 08.07.2019. <https://data2.unhcr.org/en/situations/mediterranean>
- Heller, Charles et al. "It's an act of murder': how Europe outsources suffering as migrants drown". The New York Times. 26.12.2018. <https://www.nytimes.com/interactive/2018/12/26/opinion/europe-migrant-crisis-mediterranean-libya.html>.
- Hirschfield Davis, Julie; Cochrane, Emily. "House Passes Senate Border Bill in Striking Defeat for Pelosi." The New York Times. 27.06.2019. <https://www.nytimes.com/2019/06/27/us/politics/border-funding-immigration.html>
- Jones, Rupert. "Wingly: will the 'Uber of the skies' take off?". The Guardian. 14.07.2018. <https://www.theguardian.com/travel/2018/jul/14/wingly-flight-sharing-channel>.
- Lind, D. (2019, June 5). *The border is in crisis. Here's how it got this bad*. Retrieved from Vox: <https://www.vox.com/2019/4/11/18290677/border-immigration-illegal-asylum-central-america-mexico-trump>
- Long, Colleen. "The reality on the border: How much will a wall really help?". AP News. 08.01.2019. <https://www.apnews.com/ca193261ed0643fb98a83f258601f867>.
- Marcuzzi, Stefano. "NATO-EU maritime cooperation: for what strategic effect?" Carnegie Europe. 14.01.2019. <https://carnegieeurope.eu/2019/01/14/nato-eu-maritime-cooperation-for-what-strategic-effect-pub-78171>.
- Morgan, David. "Democrats manoeuvre to end shutdown, without Trump wall money". Reuters. 31.12.2018. <https://www.reuters.com/article/us-usa-shutdown/house-democrats-ready-bills-to-reopen-government-with-13-billion-for-border-security-idUSKCN1OU0WE>.
- OIM. "Mixed migration flows in the Mediterranean – compilation of available data and information, January 2018". Organisation internationale pour les migrations, janvier 2018. http://migration.iom.int/docs/Flows_Compilation_Report_January_2018_%20.pdf.
- OIM. "Immigration and border management". Organisation internationale pour les migrations. 2019. <https://rovienna.iom.int/div/immigration-and-border-management>.
- OIM. "Libya Update 01-15 June 2019". International Organization for Migration. 15.06.2019. https://www.iom.int/sites/default/files/situation_reports/file/iom_libya_biweekly_update_1-15_june.pdf.
- ONU Info. "Mediterranean migrant drownings should spur greater action by European countries, urge UN agencies". ONU Info. 22.01.2019. <https://news.un.org/en/story/2019/01/1030982>.
- ONU Info. "Libya's migrants and refugees with tuberculosis 'left to die' in detention centres". Centre d'actualité des Nations unies. 07.06.2019. <https://news.un.org/en/story/2019/06/1040011>.

- ONU Info. Le HCR et l'OIM condamnent l'attaque contre Tajoura et demandent une enquête immédiate sur les responsables, 3 juillet 2019.
<https://www.unhcr.org/fr/news/press/2019/7/5d1ca1f06/hcr-loim-condamnent-l'attaque-contre-tajoura-demandent-enquete-immEDIATE.html>
- Parlement européen. "MEPs battle it out over controversial agreement to transfer air passenger data to the US". European Parliament. 16.04.2012.
<http://www.europarl.europa.eu/news/en/headlines/world/20120413STO42885/meps-battle-it-out-over-controversial-air-passenger-data-agreement>.
- Peterson, Barbara. "How airport security has changed since 9/11". Conde Nast Traveler. 10.09.2016.
<https://www.cntraveler.com/story/how-airport-security-has-changed-since-september-11>.
- Pundy, Doris. "Refugees face violence, abuse on Europe's new Balkan route". 15.04.2019.
<https://www.dw.com/en/refugees-face-violence-abuse-on-europes-new-balkan-route/a-48334427-0>.
- Reality Check. (2019, June 26). *US border: Who decided to separate families?* Retrieved from BBC:
<https://www.bbc.com/news/world-us-canada-44303556>
- Reuters. "Migration drops near zero in Czech Republic but sways election campaign". Reuters. 23.01.2018. <https://www.reuters.com/article/us-czech-election-president-migration/migration-drops-near-zero-in-czech-republic-but-sways-election-campaign-idUSKBN1FC25N>.
- Reuters. "EU to support Spain, Morocco on migration, but funds limited". Reuters. 01.08.2018.
<https://www.reuters.com/article/us-europe-migrants-spain/eu-to-support-spain-morocco-on-migration-but-funds-limited-idUSKBN1KM5FI>.
- Reuters. "U.S.-Mexico migrant deal includes regional asylum plan: document." Reuters. 11.06.2019.
<https://www.reuters.com/article/us-usa-trade-mexico-document/u-s-mexico-migrant-deal-includes-regional-asylum-plan-document-idUSKCN1TC2GU>
- Roberts, William. "US Senate passes its own \$4.6bn border aid bill" Aljazeera, 26.06.2019.
<https://www.aljazeera.com/news/2019/06/senate-rejects-house-backed-version-border-aid-bill-190626183641894.html>
- Rodgers, Lucy and Dominic Bailey. "Trump wall - all you need to know about US border in seven charts". BBC News. 06.03.2019. <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-46824649>.
- Sieff, K. (2019, April 1). *U.S. officials said aid to El Salvador helped slow migration. Now Trump is canceling it.* Retrieved from The Washington Post:
https://www.washingtonpost.com/world/the_americas/us-officials-said-aid-to-el-salvador-helped-slow-migration-now-trump-is-canceling-it/2019/04/01/5a8ca570-540a-11e9-aa83-504f086bf5d6_story.html
- Shear, Michael D; Haberman, Maggie. "Mexico Agreed to Take Border Actions Months Before Trump Announced Tariff Deal." The New York Times. 08.06.2019.
<https://www.nytimes.com/2019/06/08/us/politics/trump-mexico-deal-tariffs.html>.
- Shoichet, Catherine E. "What's happening now at the border." CNN. 26.06.2019.
<https://edition.cnn.com/2019/06/26/americas/mexico-immigration-crackdown/index.html>
- Stolton, Samuel. "Spain defends hard line on North African border immigration". Euractiv. 29.08.2018. <https://www.euractiv.com/section/politics/news/spain-defends-hard-line-on-north-african-border-immigration/>.
- Stone, Jon. "EU offers to pay countries €6,000 per person to take in migrants rescued from Mediterranean". The Independent. 24.07.2018.
<https://www.independent.co.uk/news/world/europe/eu-migrant-crisis-immigration-refugee-accept-country-fund-migration-policy-a8461676.html>.
- Tammikko, Teemu. "Proposed Frontex reform and its impact: border politics and the external security nexus in the EU". ETH Zurich Center for Security Studies. 15.02.2019.
<http://www.css.ethz.ch/en/services/digital-library/articles/article.html/17574040-6831-47d9-9494-ac28e15809a3>.

- The Economist. "How airports use biometric technology". The Economist. 12.11.2018. <https://www.economist.com/the-economist-explains/2018/11/12/how-airports-use-biometric-technology>
- The Guardian. "Second migrant rescue boat defies Salvini and docks in Italy". The Guardian. 06.07.2019. <https://www.theguardian.com/world/2019/jul/06/second-migrant-rescue-boat-defies-salvini-and-docks-in-italy>.
- TRAC. "Immigration court backlog tool". Transactional Records Access Clearinghouse. November 2018. https://trac.syr.edu/phptools/immigration/court_backlog/.
- United States Department of State. "U.S.-Mexico Joint Declaration." United States Department of State. 07.06.2019. <https://www.state.gov/u-s-mexico-joint-declaration/>.
- Valdivia, Ana Garcia. "The externalization Of European borders: Morocco becomes A key EU partner In migration control". Forbes. 26.12.2018. <https://www.forbes.com/sites/anagarciavaldivia/2018/12/26/the-externalization-of-european-borders-morocco-becomes-a-key-partner-for-the-eu/#73f95c832657>.
- Von der Brelie, Hans and Jad Salfiti. "'Western Balkan route' for migrants, refugees stuck at borders". Euronews. 30.11.2018. <https://www.euronews.com/2018/11/30/western-balkan-route-for-migrants-refugees-stuck-at-borders>.
- Williams, Pete. "US airport security found record number of firearms in 2018". Euronews. 08.02.2019. <https://www.euronews.com/2019/02/08/tsa-screeners-found-record-number-firearms-carry-bags-2018-n968826>.

www.nato-pa.int